

Research Report No. 63

Lars Rudebeck

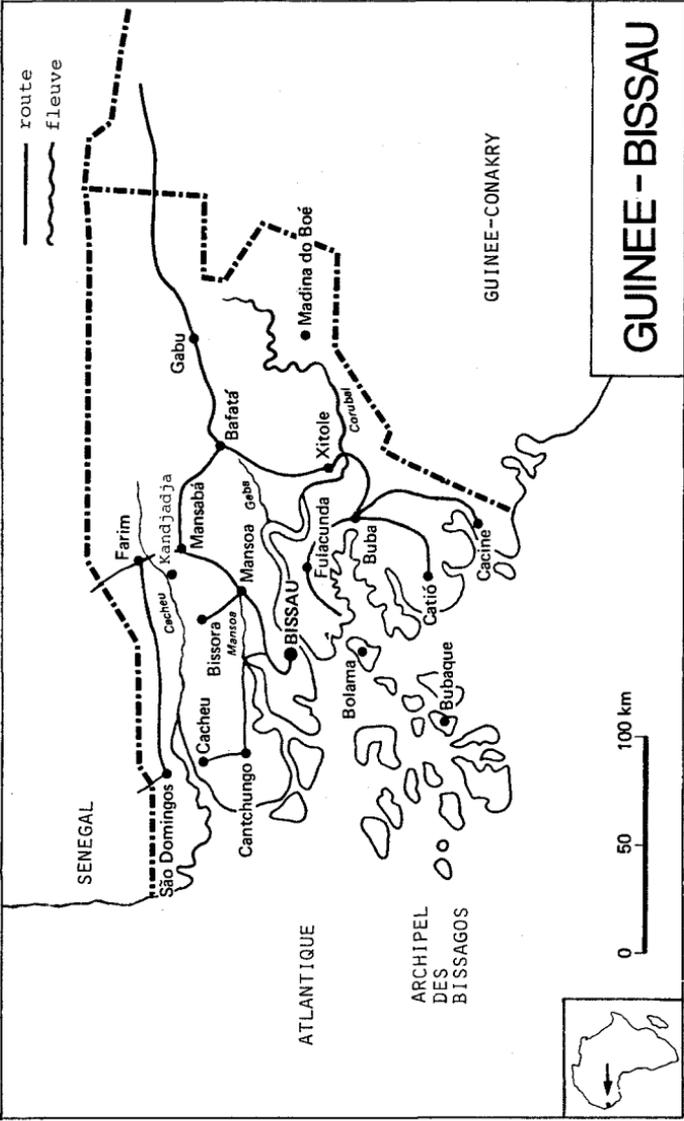
PROBLEMES DE POUVOIR POPULAIRE
ET DE DEVELOPPEMENT
Transition difficile
en Guinée-Bissau

NORDISKA
AFRIKAINSTITUTET
1986-09-24
UPPSALA

ISSN 0080-6714
ISBN 91-7106-208-4
© Lars Rudebeck 1982
Imprimé en Suède par
Motala Grafiska AB
Motala 1982

TABLE DES MATIERES

I	INTRODUCTION	5
II	LE CARACTERE DE CLASSE DE L'ETAT DE LA GUINEE-BISSAU	7
	Un état jouissant d'une autonomie relative	7
	Base de pouvoir et recrutement social de l'état PAIGC	8
	Les détenteurs de pouvoir d'état	11
III	LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DE L'ANCIEN REGIME PAIGC	13
	La stratégie officielle de développement	13
	Un but manqué	13
	Des obstacles naturels	14
	Des obstacles politico-économiques	15
	Détermination sociale contre possibilités d'action politique	19
	La notion de "suicide de classe"	20
IV	LE COUP D'ETAT MILITAIRE DU 14 NOVEMBRE 1980	21
	Pourquoi le coup d'état?	21
	Populisme militaire	24
V	QUELQUES EXEMPLES CONCRETS DE LA POLITIQUE DE L'ANCIEN REGIME PAIGC	26
	Le projet d'unité entre la Guinée et la Cap-Vert	26
	"Déviations de la ligne de Cabral"	30
	"Projets de prestige ou de rentabilité douteuse"	32
	Un village	36
IV	LA PREMIERE ANNEE DE REAJUSTEMENT	43
	Immédiatement après le coup d'état	43
	De novembre 1980 à juin 1981	44
	De juin à novembre 1981	46
VII	LE CONGRES EXTRAORDINAIRE DE NOVEMBRE 1981	49
	La démocratie révolutionnaire	49
	La nature du parti et ses relations avec l'état	50
	Peuple, parti, état	53
	Politique de développement économique et social	54
	Politique extérieure	55
	Relations avec le Cap-Vert	55
	Une nouvelle nomenclature politique	57
	Les organes élus par le congrès	57
	Le future rôle de Conseil de la Révolution et le retour au régime civil	58
	La libération de l'ancien président	59
	Bref bilan provisoire de congrès	60
IIX	QUEL AVENIR?	61
	Les premiers mois après le congrès	61
	Fragilité politique	62
	Développement et pouvoir populaire	63
	Transition difficile	65
	NOTES	66
	DOCUMENTS ET LITTERATURE UTILISES	71



I. INTRODUCTION

En février 1976, j'ai participé à une réunion ordinaire des citoyens du village de Kandjadja, au nord de la Guinée-Bissau. A cette réunion, le commissaire politique avait déclaré:

Ici, nous n'avons pas d'état. C'est nous qui sommes l'état. Le commissaire politique, qu'est-ce qu'il peut sans le comité de base? Et le comité, que peut-il sans le peuple? Ici, à Kandjadja, si nous le voulons vraiment, c'est nous, ensemble, tous les hommes et toutes les femmes, qui sommes le comité de base.

En automne 1981, au contraire, nous pouvions lire ce qui suit dans un numéro spécial d'O Militante, la revue théorique et idéologique du Partido Africano da Independencia da Guiné e Cabo Verde (PAIGC):

Nous sommes conscients que quand on se met à violer les principes et à utiliser les forces de l'ordre pour maintenir le pouvoir, avec la répression qui s'ensuit, alors les conséquences sont imprévisibles. L'histoire est pleine de tels exemples. Si nous ajoutons à cela que nous sommes dans un pays sous-développé avec un régime de parti unique, et que dans ces pays l'ordre et la politique ont tendance à tourner au fascisme dans leurs méthodes et leurs objectifs, se transformant ainsi en pouvoir autonome à l'intérieur de l'état lui-même (souligné par nous), ce qui s'est précisément passé en Guinée-Bissau, alors nous pourrions évaluer... le climat de peur et de répression... qui conduisit au 14 novembre (1980).¹

Entre les deux citations données ci-dessus, en guise d'introduction, le clivage est grand, insurmontable même. Pourtant ces deux opinions, si différentes l'une de l'autre, sur les possibilités de démocratie révolutionnaire et le rôle de l'état, sont issues du même contexte socio-politique: celui du régime établi en Guinée-Bissau après onze dures années de lutte de libération nationale contre le colonialisme portugais, couronnée de succès en 1974. La première citation exprime l'espoir de beaucoup de militants sincères au début de la seconde phase de la lutte, celle de "la lutte pacifique pour le développement". La seconde exprime, en termes crûment réalistes, l'espoir déçu de ces mêmes militants cinq ans plus tard seulement. Qu'est-ce qui s'est passé en Guinée-Bissau entre 1976 et 1981?

Commençons par une brève analyse de la situation et du développement de la Guinée-Bissau pendant les premières années de l'indépendance, pour ensuite essayer de saisir la situation actuelle, après le coup d'état du 14 novembre 1980 et le congrès extraordinaire du PAIGC tenu du 8 au 14 novembre 1981. C'est par la force des armes que le premier ministre et commandant João Bernardo Vieira a accédé au pouvoir suprême de

la Guinée-Bissau, en écartant le président Luiz Cabral. C'est pour légitimer politiquement le coup d'état et pour tracer un programme d'action que le congrès extraordinaire s'est réuni à Bissau un an plus tard.

II. LE CARACTERE DE CLASSE DE L'ETAT DE LA GUINEE-BISSAU

Un état jouissant d'une autonomie relative

La très grande majorité du peuple de la Guinée-Bissau sont des paysans qui vivent principalement de ce qu'ils produisent dans le cadre d'un mode de production paysan, ouest-africain et traditionnel.² Celui-ci n'en est pas moins inéluctablement lié au marché mondial capitaliste qui reçoit au travers des exportations de la Guinée (principalement l'arachide) une partie de son produit. Par cette articulation marchande, la formation sociale de la Guinée-Bissau est donc intégrée dans le système international capitaliste et, de ce fait, elle est plus ou moins indirectement dominée par le mode de production capitaliste. Cette domination se concrétise non seulement par la ponction d'une partie du produit agricole mais aussi par de nombreuses influences culturelles et idéologiques, surtout sur la population urbaine. La domination capitaliste co-existe donc avec le caractère sous-développé de l'économie du pays et se fait sentir malgré les origines révolutionnaires du système politique dans la lutte exemplaire et victorieuse du PAIGC pour la libération nationale.

Depuis la libération totale du pays du colonialisme, en 1974, le lien entre la formation sociale de la Guinée-Bissau et le marché mondial est fourni par l'état de la Guinée-Bissau indépendante. Cet état, nous le conceptualisons à la fois au niveau structurel et au niveau des acteurs politiques.

Comment analyser le caractère de classe de cet état? Selon la pensée théorique courante en ce qui concerne la problématique classe/état, nous pouvons supposer qu'il existait en Guinée-Bissau, en 1974, une possibilité réelle pour le nouvel état d'avoir et de maintenir dans une certaine mesure une autonomie relative envers les forces de classe capitalistes. A l'intérieur du pays il n'existait aucune bourgeoisie nationale. A l'extérieur, et même à l'intérieur agissait naturellement le capitalisme international. Mais aucun déterminisme ne condamnait l'état de la Guinée-Bissau à devenir l'agent direct du capitalisme. La structure interne de classe du pays en combinaison avec la balance des forces internationales donnaient, au moins apparemment, à l'état issu de la lutte de libération nationale une certaine liberté de choix entre différentes alternatives de stratégie de développement, ceci dans la mesure où cet état ne venait à dépendre entièrement ni du marché mondial ni des paysans.

Nous pouvons donc concevoir, théoriquement, la formation sociale de la Guinée-Bissau comme caractérisée par un mode de production paysan traditionnel, lié au marché mondial par un état jouissant d'une autonomie relative réelle.

Ce genre d'analyse était celle des dirigeants du PAIGC et du pays, guidés par la pensée théorique innovatrice d'Amilcar Cabral, assassiné en 1973. Ceux-ci optaient en effet, au moment de l'indépendance, pour une stratégie de développement autonome. Nous pouvons appeler cette stratégie d'orientation socialiste, même si le terme lui-même ne figurait jamais explicitement dans le langage officiel. Cette option fut très clairement réaffirmée lors du troisième congrès du PAIGC en novembre 1977.³

La définition théorique donnée ci-dessus du caractère de classe de l'état de la Guinée-Bissau est basée sur les connaissances acquises de la société guinéenne, de son histoire et de sa structure socio-économique. Nous tenons également compte de la base du pouvoir d'état ainsi que du recrutement social des dirigeants et des cadres politiques et administratifs.

Mais en dernière analyse, l'évaluation du caractère de classe d'un état est un problème empirique. Comment les possesseurs du pouvoir d'état en font-ils usage? Quel est le caractère de classe de leur stratégie concrète de développement, c'est-à-dire de leur pratique politique et économique? Les mesures adoptées par le régime qui servent-elles et qui desservent-elles? Dans quelle direction vont-elles? L'intention est de faire ici quelques commentaires sur la base sociale du pouvoir d'état en Guinée-Bissau ainsi que sur le recrutement social de ses cadres et dirigeants, avant de commenter la stratégie de développement appliquée dans le pays jusqu'en 1980. Puis nous essayerons de voir les implications les plus importantes du coup d'état militaire de novembre 1980, dans le contexte plus vaste d'une orientation socialiste en Afrique.

Base du pouvoir et recrutement social de l'état PAIGC

L'état de la Guinée-Bissau indépendante est issu de la lutte armée de libération nationale des années 1963-1974 menée contre le régime colonial portugais. L'organisation de cette lutte remonte à 1956 avec la fondation du PAIGC par un groupe d'hommes issus des couches intermédiaires ("petites-bourgeoises") de la société coloniale, mais révoltés contre celle-ci sous l'inspiration et la direction idéo-politique d'Amilcar Cabral. Avant le déclenchement de la lutte armée en 1963, les fondateurs du PAIGC

avaient appris par leur propre expérience que rien ne serait possible contre le régime colonial sans baser la lutte sur les intérêts de classe immédiats de la vaste majorité du peuple guinéen, c'est-à-dire les paysans. Par conséquent, le PAIGC était amené à entreprendre des campagnes conscientes et systématiques de mobilisation politique dans les zones rurales du pays. Nous pouvons même dire que c'est au travers de cette synthèse réussie d'action politique et d'action armée que la lutte du PAIGC est devenu exemplaire dans les annales des mouvements de libération nationale. A la base de cela était le fait évident que le soutien et la participation actifs du peuple étaient indispensables à l'effort de libération nationale en Guinée. En ce temps-là, les dirigeants du PAIGC dépendaient directement du peuple.

Pendant les premières années de l'indépendance, le nouvel état continuait à puiser l'essentielle de sa force politique dans les liens socio-politiques forgés avec les populations paysannes pendant la lutte armée, alors que le pouvoir de décision restait entre les mains des fondateurs-dirigeants du PAIGC. Mais des contradictions ne tardèrent pas à se manifester. La première de celles-ci, qui se manifesta dès l'indépendance, avait pour origine le fait que moins de la moitié de la population avait vraiment vécu dans les zones libérées, la majorité des guinéens n'ayant été qu'indirectement touchés par les débuts de la construction d'une société nouvelle dans les zones libérées. Une grande partie du travail nécessaire à la mobilisation politique restait donc à faire au moment de l'indépendance, en même temps qu'il fallait assurer un grand nombre de tâches pratiques particulièrement urgentes, et cela presque sans aucuns moyens financiers ni les cadres techniques nécessaires. Une autre contradiction importante résidait dans le fait que le nouvel état PAIGC révolutionnaire dépendait largement des cadres administratifs de l'ancien état colonial dont il ne pouvait pas se passer pour son fonctionnement quotidien.

Ainsi même si l'état PAIGC de la Guinée-Bissau restait sans doute plus proche des masses paysannes que la plupart des états africains contemporains, il faut noter dès ce moment une nette tendance au déplacement de sa base politique des paysans en direction des couches urbaines.

Cette tendance s'est trouvée singulièrement renforcée par la situation économique du pays. On pourrait même parler d'un cercle vicieux. Les liens politiques entre le peuple et le PAIGC

ne se renforçant pas où même devenant plus lâches, la mobilisation nécessaire pour élever le travail productif sur les champs devenait de plus en plus difficile à réaliser. Cela alors que l'état ne disposait d'aucune autre base économique pour réaliser le développement autonome prévu par la stratégie de développement qu'un surplus agricole qui restait potentiel. Sans ce surplus l'état ne disposait d'aucun moyen pour satisfaire aux besoins des paysans, qui par conséquent ne voyaient pas pourquoi ils lui accorderaient leur soutien politique ... Pour rompre ce cercle vicieux, l'état PAIGC avait recours à l'aide internationale qui affluait généreusement de tous côtés, grâce au prestige international acquis par le PAIGC et personnellement par Amilcar Cabral pendant la lutte. Mais l'aide internationale, si nécessaire qu'elle fût, avait pour effet politique d'affaiblir plus encore les liens politiques entre le peuple et ses dirigeants, rendant ceux-ci moins dépendants de celui-là. Le cercle vicieux se refermait.

Nous reviendrons sur cette question, nous contentant ici de noter que plusieurs contradictions ont contribué à déplacer la base politique paysanne de l'état PAIGC vers les couches intermédiaires de la société guinéenne ainsi que vers le système politico-économique international, très complexe en lui-même.

En même temps que se déroulait le processus indiqué ci-dessus, le contrôle politique de l'appareil de l'état restait fermement entre les mains des anciens dirigeants de la lutte de libération nationale. Ceux-ci gardaient intacte au niveau théorique leur idéologie radicale et même révolutionnaire, en même temps qu'ils la modifiaient profondément en pratique. Cela ne veut pas dire que les dirigeants du PAIGC se soient abandonnés aux surenchères pseudo-révolutionnaires, au contraire. Ainsi, les documents du troisième congrès du parti, réuni en 1977, qui définissent encore l'idéologie officielle du PAIGC en matière de développement social et économique, sont marqués d'un très grand réalisme.⁴ Mais ce que nous voulons souligner pour le moment, c'est que la pratique politique et économique des dirigeants de l'état PAIGC était de plus en plus marquée par ses nouvelles bases socio-économiques, alors que l'idéologie officielle restait intacte au niveau théorique.

Les détenteurs du pouvoir d'état

Il est devenu coutume d'utiliser en économie politique tiers-mondiste le terme petit-bourgeois pour dénommer les groupes dirigeants des pays où la bourgeoisie nationale est faible ou même n'existe pas et où les classes paysannes et ouvrières pour des raisons historiques ne sont pas en position de pouvoir s'organiser de manière autonome. Amilcar Cabral, par exemple, est lui-même l'un des premiers représentants de cette tradition conceptuelle et terminologique.

Cet usage du terme petit-bourgeois présente pourtant plusieurs inconvénients, parmi lesquels les deux suivants sont probablement les plus importants: (1) Le terme doit son sens systématique dans les sciences sociales à la tradition marxiste, où il signifie petit producteur, possesseur de ses propres moyens de production mais qui n'exploite pas de force de travail. Mais dans l'usage moderne, en particulier tiers-mondiste, ce sens est souvent étendu non sans confusion à tous ceux qui ne sont ni capitalistes, ni prolétaires, ni de vrais paysans. Le petit propriétaire terrien, aussi bien que le petit producteur artisanal/industriel, l'employé des postes, l'épicier, l'instituteur, ou le professeur de l'université, etc. peuvent tous appartenir à cette "classe", ce qui a tendance à vider ce concept de toute signification sérieuse. (2) Le mot "petit" a ici une connotation dérogatoire (plus forte en anglais où l'on utilise le mot "petty", ce qui veut dire aussi insignifiant, mesquin) qu'il vaut mieux éviter dans tout contexte scientifique.

Pour ces raisons, nous n'allons pas ici parler de la classe dirigeante de la Guinée-Bissau comme "petite-bourgeoise". Nous allons simplement parler de détenteurs du pouvoir d'état issus des couches intermédiaires de la société.

Les couches intermédiaires comprennent des gens qui ont reçu au moins un peu (parfois beaucoup) d'éducation moderne et/ou qui ont accès à l'économie de marché en tant que petits producteurs agricoles ou industriels, commerçants, cadres civils ou militaires, employés, salariés, souvent dans le secteur publique. Ces couches intermédiaires constituent une catégorie de classe importante dans toute société contemporaine. Mais elles jouent un rôle politique et idéologique particulier dans des sociétés où la bourgeoisie nationale est faible ou non-existante. Dans ces sociétés, elles possèdent un monopole de fait sur les compétences nécessaires à la formation de l'élite dirigeante d'un état moderne.

Les détenteurs du pouvoir d'état sont surtout caractérisés par le monopole de fait qu'ils exercent sur les postes-clé de décision politique et économique d'une société donnée. Ce contrôle est basé sur une forte intégration des structures étatiques et plus proprement politiques. Il est souvent basé aussi sur la force militaire, et sur l'appui qu'il peut trouver auprès de forces extérieures, qu'elles soient économiques, politiques ou militaires.

Dans ce contexte, l'idée d'une "classe d'état" peut paraître séduisante.⁵ Mais cette définition complique les choses plus qu'elle ne les éclaire. Une classe se définit par sa fonction dans la production économique. Sa fonction et sa signification politiques s'établissent à partir de là. Les détenteurs du pouvoir d'état ont sans doute des fonctions dirigeantes importantes au niveau de la production dans des sociétés comme celle de la Guinée-Bissau. Mais ce ne sont pas ces fonctions qui peuvent les définir mais bien leurs fonctions politiques. Il est donc plus logique de les conceptualiser simplement comme un groupe (une couche) politique, ou comme des dirigeants, dont le caractère de classe ne peut être déterminé qu'à partir d'une analyse empirique des intérêts satisfaits par les mesures concrètes qu'ils prennent et appliquent.

Nous avons déjà amorcé le travail d'analyse de la base économique et politique des détenteurs du pouvoir d'état en Guinée-Bissau. Poursuivons maintenant notre analyse en regardant d'un peu plus près les mesures concrètes appliquées pour le développement du pays, ainsi que les obstacles auxquels se sont heurtées ces mesures.

III. LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DE L'ANCIEN REGIME PAIGC

La stratégie officielle de développement

La stratégie officielle du PAIGC vise le progrès matériel et social du peuple, basé sur le travail productif du peuple lui-même, avec un rôle important, dans un premier temps, accordé à l'aide internationale. Dans un pays de paysans comme la Guinée-Bissau, il est normal que l'agriculture soit définie comme la base du développement, l'industrie étant son élément "dynamisant".⁶ Les tâches directrices d'organisation et de mobilisation y sont exercées par le PAIGC, "mouvement de libération nationale au pouvoir"⁷ en même temps qu'organisation politique d'avant-garde du peuple.⁸ Le parti, ainsi défini, va coordonner et guider les efforts de "toutes les forces qui ont un intérêt objectif à la consolidation de l'indépendance nationale".⁹ Le PAIGC n'est donc pas défini comme le parti d'une seule classe, mais comme celui de tous ceux qui ont un intérêt à l'indépendance économique basée sur l'émancipation des masses populaires. Il s'agit donc d'un parti d'unité nationale étant donnée l'absence, selon cette analyse, de classes exploiteuses à l'intérieur de la Guinée-Bissau.¹⁰

Comme nous l'avons déjà noté, le soutien et la participation actifs du peuple sont essentiels à la réussite d'une stratégie de développement autonome de ce genre. En Guinée-Bissau, cela implique que les paysans offrent leur travail productif de bon gré. Qu'est-ce qui s'est passé en réalité?

Un but manqué

Les dirigeants du PAIGC ont fait de grands efforts pour mettre en oeuvre leur stratégie de développement. Des progrès considérables ont été faits en particulier dans des domaines comme la santé, l'éducation et la culture. L'industrialisation et les infrastructures se développèrent aussi, mais d'une manière plus problématique et non sans des déséquilibres, avec pour conséquence d'accumuler les problèmes et les contradictions.

Le problème stratégique, c'est que les régimes de la Guinée-Bissau indépendante, n'ont pas, jusqu'à maintenant, réussi à mobiliser les paysans afin que leur production satisfasse leurs besoins propres. Par conséquent, les paysans n'arrivent naturellement ni à nourrir les populations urbaines grandissantes et largement improductives ni, encore moins, à produire le surplus indispensable aux investissements pour le développement du pays.

C'est là pour la stratégie officielle de développement autonome et équilibré et d'auto-suffisance alimentaire un échec décisif.

Ainsi malgré le but officiel d'auto-suffisance alimentaire, la production de riz, qui est la nourriture de base du peuple, est restée chaque année au-dessous des niveaux atteints avant la guerre de libération nationale, sous le régime colonial. Les données statistiques soit n'existent pas soit manquent de fiabilité; tout indique cependant que la production moyenne annuelle pour toute la période qui a suivi l'indépendance soit restée bien au-dessous du niveau des 100 000 tonnes de riz non décortiqué atteint déjà en 1953, selon des renseignements généralement acceptés. Production qui permettait alors une auto-suffisance alimentaire peu abondante de la population guinéenne.¹¹

Les récoltes de 1976, 1978 et 1981 paraissent avoir approché le niveau de 1953, mais compte tenu de la croissance démographique il en résulte aujourd'hui un déficit alimentaire important et donc un grand besoin d'importations.¹² L'important besoin d'importer du riz pour nourrir la population avait commencé à diminuer pendant les premières années après l'indépendance pour augmenter à nouveau à partir de la mauvaise récolte de 1977.¹³ Le déficit en riz aurait atteint après la très mauvaise récolte de 1980 le niveau record de 54 000 tonnes de riz blanc.¹⁴ Les prévisions pour 1982 sont nettement plus favorables, mais les chiffres ne sont pas encore disponibles au moment de la rédaction de ce texte.

Des obstacles naturels

Le but manqué d'auto-suffisance alimentaire constitue un échec décisif. Une partie de l'explication de cet échec se trouve dans des difficultés objectives, au delà des moyens humains, au moins à court terme. Le facteur objectif le plus important a été la dure sécheresse ouest-africaine qui a sévi vers le sud jusqu'à la Guinée-Bissau pendant la seconde moitié des années soixante-dix.¹⁵ La tendance favorable de la production de riz des premières années de l'indépendance s'est donc renversée en 1977 à cause de la sécheresse. La vulnérabilité presque totale de l'agriculture guinéenne aux aléas pluviométriques a ainsi été démontrée pendant la seconde moitié des années soixante-dix. Les années 1977, 1979 et 1980 en particulier furent mauvaises, alors que 1976, 1978 et 1981 furent plus normales.

En réalité, les problèmes sont dus non seulement au manque de pluie mais aussi à une extension insuffisante de la production, à une faible productivité du travail, à une mauvaise organisation de la distribution des semences et à un réseau de commercialisation fonctionnant mal.

A long terme, la Guinée-Bissau est sans doute dotée d'un bon potentiel agricole. Elle a des terres cultivables en suffisance par rapport à la population relativement peu concentrée du pays. Les problèmes de la sécheresse sont très sérieux, personne ne doit en douter, en particulier pour les paysans eux-mêmes, qui sont les premiers à souffrir de ses conséquences et qui sont très mal préparés à y faire face sans assistance extérieure aux villages. Mais il ne paraît pas que ces problèmes soient insurmontables à long terme. On peut creuser des puits, mieux organiser la collecte et l'utilisation des ressources d'eau disponibles. Ce sont là des problèmes d'organisation et de financement d'économie politique. Les raisons profondes de l'incapacité jusqu'ici de la Guinée-Bissau indépendante d'arriver à l'auto-suffisance alimentaire en général, et en particulier en riz, doivent être cherchées dans les structures socio-économiques et politiques de la société plutôt que dans les causes naturelles.

Pour prendre un exemple du point de vue du paysan, le manque de semences et de fertilisants est probablement souvent vécu comme un problème au-delà des moyens humains. Mais en réalité il ne s'agit pas là seulement d'un manque de ressources matérielles mais aussi d'une conséquence des priorités consciemment décidées et appliquées par ceux qui contrôlent les finances et les investissements de l'état. Le fait que seulement 5 à 6 pour cent des dépenses budgétaires et des investissements de l'état aient été orientés vers l'agriculture pendant les dernières années de soixante-dix doit être pris comme un indice révélateur du caractère de classe de l'état PAIGC de ce temps.¹⁶ Passons, par cette observation, au commentaire des obstacles créés au développement de la Guinée-Bissau par l'économie politique du pays.

Des obstacles politico-économiques

Le déficit du commerce extérieur avait commencé par diminuer entre 1974 et 1977. C'était là une tendance prometteuse. Mais depuis, ce déficit n'a cessé de s'accroître. Cela veut dire que la dépendance de l'état envers l'aide internationale et les emprunts extérieurs s'accroît sans cesse. Dans ce domaine, la

Guinée-Bissau est un cas extrême d'un mal pourtant commun à beaucoup d'autres pays.

Les recettes des exportations ne couvraient que 34 pour cent des dépenses d'importations en 1977. En 1978 ce taux avait baissé à un quart et en 1979 à un cinquième. D'autre part le revenu réel en 1978 ne couvrait qu'un cinquième de l'ensemble des dépenses courantes et des investissements de l'état. Ainsi un peu plus des trois cinquièmes des finances de l'état dépendaient de l'aide internationale, et près d'un cinquième était "financé" par l'inflation interne, c'est à dire par la planche à billets.¹⁷ Rien n'indique que ces taux assez alarmants se sont améliorés depuis. Ce sont là des indices d'une dépendance extrême de l'état envers l'étranger. Nous pouvons conclure, sans risque d'exagération, qu'aucun surplus national n'a encore été produit en Guinée-Bissau indépendante.

Nous voyons avec le tableau 1, ci-dessous, à quel point le déficit alimentaire détermine celui du commerce extérieur. Si, par exemple et tout à fait théoriquement, le coût des importations des produits alimentaires avait pu être totalement éliminé, le taux de couverture des importations par les recettes d'exportations aurait passé ainsi d'un seul coup de vingt-cinq à quarante-deux pour cent.

Tableau 1. Importations par groupes de produits 1976-1978
(en pour cent)

	1976	1977	1978
produits alimentaires et boissons	27	27	41
fournitures pour artisanat, industrie et administration	24	18	16
combustibles et lubrifiants	10	12	5
machines, appareils divers et pièces de rechange	11	15	17
matériel de transport	12	9	12
autres bien de consommation	16	19	9
total %	100	100	100
(millions de dollars)	(31 280)	(36 329)	(50 778)

Source: Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Réunions de consultation par pays, Genève, juin 1981, Mémoire de la Guinée-Bissau, LDC/CP/31, Nations Unies, 1981, tableau X, p. 19.

La dépendance extrême envers l'aide étrangère, qui résulte de cette situation, aurait très bien pu être tolérable à court terme, si les ressources affluant de tous côtés avaient été utilisées d'une manière crédible pour créer à plus long terme les conditions de l'indépendance économique visée par la stratégie officielle de développement. Mais malheureusement, le régime PAIGC renversé par le coup de novembre 1980 n'avait pas de critères politico-économiques stricts dans ce domaine, d'où souvent des investissements coûteux dans des projets de prestige, sans rentabilité sociale ni financière, et par ailleurs des contributions budgétaires minimales au développement rural, comme nous l'avons déjà indiqué.

Le nouveau régime issu du coup de novembre de 1980 a présenté comme l'une de ses principales raisons d'être la rectification de toutes ces tendances négatives. Jusqu'ici les preuves de cette volonté restent verbales. Mais le fait même que ces problèmes sont maintenant ouvertement reconnus au niveau politique le plus élevé constitue en soi un changement non négligeable en comparaison avec la situation antérieure. Il est encore difficile de juger de la capacité du nouveau pouvoir de concrétiser cette volonté politique. Mais le tableau suivant, qui a été tiré d'un important document publié par le nouveau régime, montre avec évidence que les difficultés objectives vont subsister encore longtemps, indépendamment de la volonté des dirigeants. Ce tableau montre le déficit du commerce extérieur prévu par les responsables du Ministère de la coordination économique et du plan pour les années 1982-1985. Nous voyons que, selon ces prévisions, le taux de couverture des dépenses d'importations par les recettes d'exportations ne va pas dépasser le très bas niveau de 16,5 pour cent pour toute la période concernée. Cette estimation est théorique, rien n'indique en réalité que ce taux ne va pas fluctuer. Mais ce qu'il importe de souligner ici c'est que selon les prévisions officielles, publiées par le nouveau régime lui-même, la balance du commerce extérieur sera encore plus déficitaire en 1985 qu'en 1979.

Tableau 2. Prévision du déficit du commerce extérieur 1982-1985 (millions de dollars)

	1982	1983	1984	1985	total
exportations	13,2	15,2	17,6	20,3	66,3
importations	79,9	92,3	106,7	123,2	402,1
déficit	-66,7	-77,1	-89,1	-102,9	-335,8

Source: Mémoire de la Guinée-Bissau, tableau XX, p. 68.

Il est certain que le problème de l'augmentation de la productivité dans l'agriculture traditionnelle de la Guinée-Bissau est loin d'être un simple problème financier. Il s'agit au fond d'un problème social et politique. Il faut que les gens voient la nécessité de rompre avec des coutumes séculaires. Comment, par exemple, amener les vieux dans les villages à partager leur pouvoir politique local avec les femmes et les jeunes? Ou comment harmoniser l'utilisation des surplus agricoles avec les besoins nationaux? La stratégie du PAIGC dans ce domaine a toujours été très prudente. Le but à long terme est d'organiser partout des coopératives de production de formes diverses à partir des communautés traditionnelles, mais on veut avancer petit à petit, sans forcer les paysans. Cela implique évidemment un dilemme, dans la mesure où chaque année le déficit alimentaire aggrave plus encore la dépendance déjà extrême de la Guinée-Bissau envers l'étranger. Il est vrai qu'il faut du temps et de la patience pour transformer les campagnes guinéennes. Mais il faut aussi des efforts concrets et des priorités financières qui favorisent ces efforts.

Au fur et à mesure que le surplus agricole nécessaire au développement autonome ne se réalisait pas, la dépendance du régime envers l'étranger augmentait et les liens de dépendance mutuelle entre le peuple et le PAIGC, forgés pendant la lutte armée de libération nationale, commençaient à disparaître. Nous pouvons même dire, en exagérant un peu seulement les choses, que les dirigeants n'avaient plus besoin du peuple pour se maintenir à court terme au pouvoir. C'était là une grande différence en comparaison avec les années de la lutte, quand le soutien actif du peuple était indispensable à la lutte anticoloniale, ainsi qu'en comparaison avec les années de l'immédiat après-guerre. Un indice concret et éloquent de cet état de fait est l'accroissement rapide de l'émigration paysanne vers le Sénégal à la fin des années soixante-dix.¹⁸ Les priorités budgétaires de l'ancien gouvernement en matière de développement rural, que nous venons de mentionner, en sont un autre indice.

Le tableau suivant, si ces données sont sûres, nous indique également que le niveau de vie dans les campagnes a baissé pendant la seconde moitié des années soixante-dix.

Tableau 3, Indices des prix 1975-1978

34	1975	1976	1977	1978
prix payés aux producteurs agricoles	100	100	105	110
prix à la consommation	100	133	156	187
prix des importations	100	117	140	162
prix à la consommation des produits importés	100	138	165	200

Source: Tableau établi par le Commissariat d'état du commerce, de l'industrie et de l'artisanat; reproduit dans le No Pincha 773, 4.4. 1981.

Pour que le développement se fasse dans l'intérêt concret du peuple, il faut que le peuple ait du pouvoir. Pour avoir du pouvoir, il faut que le peuple puisse s'organiser. Mais le PAIGC, au contraire, devenait de plus en plus indépendant du peuple. Ainsi le peuple était en train de perdre son pouvoir, chèrement acquis, tandis que le régime s'ouvrait aux divisions internes et aux luttes de factions pour leurs intérêts étroits.

Détermination sociale contre possibilités d'action politique

Le dilemme politique indiqué ci-dessus peut être résumé comme une contradiction entre d'un côté la base de classe d'un régime et de l'autre côté l'idéologie de développement de ce même régime. Le régime PAIGC d'avant le coup du 14 novembre 1980 était de façon évidente la victime de ce dilemme. Ses bases politiques dans les structures du nouvel état, ainsi que ses bases internationales, ne forçait en rien ce régime à appliquer la stratégie radicale de développement née de la pensée d'Amilcar Cabral et des expériences de la lutte armée. Les intérêts du peuple paysan ne pesaient plus d'un poids assez lourd. Nous verrons plus loin les possibilités ou les freins à un vrai changement dans ce domaine après le coup d'état de novembre 1980.

Mais pour conclure cette partie de notre analyse nous allons seulement poser la question de savoir si cette contradiction est fortement déterminée par la structure sociale et économique du pays ou s'il existe, au contraire, des possibilités politiques de la dépasser. Jusqu'à quel point la Guinée-Bissau est-elle enfermée dans cette contradiction par la structure qui lie ses producteurs paysans au marché mondial sans

pourtant les forcer à sortir de leur ancien mode de production? En d'autres termes jusqu'à quel point la Guinée-Bissau est-elle enfermée dans cette contradicton par le fait que ses paysans ne produisent pas de surplus national, sapant ainsi leur propre influence et pouvoir politiques en même temps qu'ils lient ainsi leurs dirigeants à la dépendance étrangère?

La notion de "suicide de classe"

Il convient ici de rappeler la notion d'Amilcar Cabral sur le "suicide de classe" possible et même nécessaire. Par cette notion Cabral a voulu souligner que des révolutions anti-coloniales et anti-impérialistes conduites par des dirigeants radicaux issus des couches sociales intermédiaires (Cabral a utilisé le terme petit-bourgeois) ne pouvaient pas être portées au delà du point de l'indépendance politique, à moins que ces dirigeants fussent prêts à céder leur pouvoir politique aux ouvriers et paysans.¹⁹

Cette manière de poser le problème peut paraître un peu idéaliste, et nous pouvons nous mettre d'accord avec Mario de Andrade que "Cabral a quelque peu forcé l'image du suicide de la petite bourgeoisie, qu'il n'envisageait pas rigoureusement en tant que classe." ²⁰ Mais la contribution importante d'Amilcar Cabral dans ce contexte, comme le montre d'ailleurs l'analyse d'Andrade, est d'avoir si clairement indiqué la nécessité du choix à laquelle est confronté tout dirigeant radical du tiers monde.

Une autre manière de poser notre question est donc de nous demander comment et dans quelles conditions le "suicide de classe" est possible, si l est possible.

IV. LE COUP D'ETAT MILITAIRE DU 14 NOVEMBRE 1980

Pourquoi le coup d'état?

Il peut être discerné plusieurs causes immédiates du coup d'état armé qui, dans la nuit du 14 novembre 1980, a amené sans grands heurts à la tête du pouvoir de la Guinée-Bissau le guerillero légendaire et premier ministre du gouvernement, le commandant João Bernardo Vieira (Nino), en écartant et emprisonnant en même temps son compagnon d'armes depuis longtemps, le président de la république et dirigeant de la branche guinéenne du PAIGC, Luiz Cabral. Mais même une analyse historique très rigoureuse ne permettrait probablement pas de distinguer avec une absolue certitude les raisons et les arguments évoqués par les vainqueurs de leurs vrais motifs, ni de distinguer les causes secondaires des causes principales. Il faut s'élever un peu au-dessus des données immédiatement visibles et des arguments des acteurs pour essayer de les mettre dans leur contexte historique et structurel.

Le plus importante des raisons immédiates du coup d'état paraît avoir été le conflit apparemment constitutionnel qui opposait au sein du PAIGC "les guinéens" aux "capverdiens". Ce conflit en fait masquait mal un conflit de pouvoir entre les tendances politiques marquées d'un côté par le président Luiz Cabral (tendance "technocrate") et de l'autre côté par le premier ministre Nino Vieira (tendance "rurale", "populiste", "guerillero", "guinéenne").

Seulement quatre jours avant le coup, l'assemblée nationale guinéenne (dissoute après le coup) avait approuvé une nouvelle constitution pour la république de la Guinée-Bissau. In n'y avait dans cette constitution aucune référence explicite à ce que le président soit de nationalité guinéenne, tandis que la nouvelle constitution capverdienne limitait l'accès aux plus hauts postes de la république du Cap-Vert aux seuls citoyens capverdiens. D'autre part la nouvelle constitution n'abolissait pas la peine de mort en Guinée-Bissau alors que cette peine avait déjà été abolie au Cap-Vert. Le fait d'avoir fait approuver cette constitution par l'assemblée nationale guinéenne a même été présenté en Guinée-Bissau, après le 14 novembre, comme une sorte de coup d'état constitutionnel perpétré par le président Luiz Cabral, qui justifiait le "contre-coup" du 14 novembre. Cette interprétation est basée surtout sur le fait que le poste de premier ministre, occupé par Nino

Vieira, était dans la nouvelle constitution vidé de tout contenu en consacrant constitutionnellement la pratique déjà existante de laisser au président de la république lui-même la fonction de présider le conseil des ministres (appelé en ce temps-là conseil des commissaires d'état).²¹

Il y a des liens évidents entre le problème de la constitution et le problème plus vaste et général des sentiments anti-cap-verdiens en Guinée. Personne ne peut honnêtement nier que de tels sentiments existaient et existent encore. Il est cependant, facile d'en exagérer l'importance politique comme facteur principal pour expliquer le cours des événements en Guinée.

Les sentiments plus ou moins hostiles envers les cap-verdiens en Guinée-Bissau remontent au temps du colonialisme quand beaucoup de cap-verdiens occupaient des postes intermédiaires dans la hiérarchie coloniale, du fait que les colonisateurs portugais avaient mis en place un système d'éducation plus évolué au Cap-Vert qu'en Guinée. Cette donnée objective de l'histoire ne manquait pas de marquer le mouvement de libération nationale d'une manière analogue, comme le montre le plus grand nombre de cap-verdiens que de guinéens qui se trouvaient aux niveaux les plus élevés du PAIGC pendant la guerre. L'assassinat d'Amilcar Cabral en 1973 entrait d'ailleurs dans le cadre d'un plan rusé des portugais tendant à exploiter ce fait pour diviser les deux nationalités unies au sein du PAIGC dans le but de parvenir à une indépendance néo-coloniale de la Guinée, contrôlée par le Portugal, tandis que le Cap-Vert devait, selon ce plan, rester sous domination coloniale.²²

Il paraît que certains nostalgiques de ce projet anachronique se sont soudainement réveillés pendant la période qui suivit immédiatement le coup d'état, quand la situation était encore très floue et contradictoire. Nous reviendrons plus loin sur ce point. Contentons-nous ici de noter que la présence, en Guinée-Bissau indépendante, de cadres cap-verdiens créait une certaine irritation parmi les couches intermédiaires proprement guinéennes, avides d'emplois "modernes" et "évolués". Quand la situation économique et sociale s'est détériorée à la fin des années soixante-dix, ces sentiments se sont sans aucun doute exacerbés. Il est probable que le conflit constitutionnel les a catalysés, comme il a d'ailleurs catalysé beaucoup de conflits de personne et de factions. Mais même l'interaction des deux facteurs, du conflit constitutionnel et du nationalisme guinéen, sont très loin de nous fournir une explication suffisante du coup d'état militaire guinéen.

Il faut aussi faire état du lien existant entre le mécontentement spécifiquement militaire des conditions matérielles et de promotion dans les forces armées guinéennes et les sentiments d'hostilité envers les cap verdiens. Cette situation remontait au temps de la lutte armée, quand les dirigeants politico-administratifs étaient souvent d'origine cap verdienne, tandis que la grande majorité des combattants étaient des guinéens.

Un autre facteur important dans l'explication du coup d'état est la répression arbitraire dont était coupable le régime de Luiz Cabral et dont sont devenus victimes un nombre inconnu mais probablement assez grand de citoyens guinéens. Même si beaucoup de faits n'ont pas été totalement éclaircis, il paraît indéniable que l'ancien régime PAIGC était allé jusqu'à la pratique d'exécutions secrètes, sans jugement légal, d'opposants.²³

Beaucoup de détenus ont été libérés après le coup d'état et beaucoup de témoignages ont été apportés sur les méfaits du régime renversé. "L'homme de la rue" de Bissau ainsi que "l'homme du village" de l'intérieur a maintenant beaucoup à raconter à chacun qui est prêt à l'écouter. Parmi tous ces témoignages officiels et privés il est évidemment difficile de distinguer clairement ce qui est vrai de ce qui est exagéré ou peut-être même faux. N'oublions pas que ce sont le plus souvent les vainqueurs qui ont pour l'essentiel le droit à parole. Il reste, par exemple, à expliquer d'une manière convaincante comment les nouveaux dirigeants (qui étaient presque tous déjà des dirigeants dans l'ancien régime, Nino Vieira lui-même inclu) pouvaient ignorer tout des exécutions.²⁴ Mais même, tenant compte de cela, il paraît indéniable que l'ancien régime PAIGC était beaucoup plus sévère et arbitraire que son image reconnue ne le laissait croire.

La centralisation excessive du pouvoir ainsi que l'arbitraire politique et policier contrastaient fortement avec la situation existant pendant la lutte armée ainsi que pendant les premières années de l'indépendance. Ces facteurs négatifs contribuèrent sans aucun doute à la croissance d'un mécontentement de plus en plus pesant en Guinée-Bissau.

Ajoutons à cela le grave manque de denrées de base, et non seulement de riz, à Bissau comme à l'intérieur du pays qui mettait à lourde épreuve la patience populaire. Ce manque était dû tant aux mauvaises récoltes, qu'à une mauvaise distribution et à des irrégularités dans les secteurs nationalisés des importations et du commerce.

Il y a eu aussi certaines spéculations sur les possibilités d'ingérences extérieures derrière le coup d'état. Le régime de Sékou Touré en Guinée-Conakry voisine n'a visiblement pas été mécontent du changement intervenu à Bissau.²⁵ Des faits comme, par exemple, les liens amicaux entre Nino Vieira et Cuba ou, au contraire l'intérêt évident de certains milieux portugais conservateurs pour la nouvelle situation créée en Guinée après le coup d'état ont été évoqués au début comme des preuves soit d'une influence "communiste" soit d'une influence "réactionnaire". Même s'il est vrai que beaucoup d'intérêts opposés sont présents en Guinée-Bissau, comme partout dans le tiers-monde, tout indique cependant que le coup d'état du 14 novembre 1980 a été un événement essentiellement intérieur, dont les causes et influences extérieures ont été plutôt indirects et si multiples qu'aucune d'entre elles n'a pu être décisive en soi.

Dans les chapitres précédents nous avons brièvement indiqué le caractère principal de la crise générale de la société guinéenne et de la stratégie de développement appliquée depuis l'indépendance. Nous proposons ici que c'est cette crise structurelle qui est l'origine profonde du changement politique intervenu en Guinée-Bissau. C'est seulement à travers elle que les causes et les raisons spécifiques du changement prennent leur sens. Toutes les autres causes s'inscrivent dans la crise structurelle, mais leur simple addition ne suffit pas à expliquer le coup d'état.

Quelles possibilités le nouveau régime a-t-il de résoudre la crise structurelle. C'est la question difficile que nous allons discuter dans les prochains chapitres, sans pourtant prétendre pouvoir y donner des réponses définitives. Mais avant d'aborder cette question complexe, nous voudrions brièvement définir le caractère politique du régime de Nino Vieira.

Populisme militaire

Au niveau verbal, idéologique, théorique, les nouveaux dirigeants de Bissau maintiennent la tradition radicale, d'orientation socialiste, du PAIGC d'Amilcar Cabral. Après une période initiale d'hésitation politique, ce choix a été fermement réaffirmé par le premier congrès extraordinaire du PAIGC, réuni à Bissau en novembre 1981. Même si presque tout reste encore à faire en ce qui concerne l'application concrète de cette option, il serait tout à fait erroné de parler d'un virage à droite intervenu à Bissau. L'orientation idéologique de Bissau

reste généralement radicale, progressiste, dans un contexte africain. Il est tout à fait possible que cette orientation ait été renforcée par le coup d'état, même si cela n'était pas du tout évident au début.

Ce qui est nouveau, c'est le rôle des militaires. Il est vrai que le retour au régime civil était prévu pour 1982, mais il reste que le changement a été effectué par la force des armes sous la direction d'un homme charismatique qui avait gagné sa popularité parmi les masses populaires guinéennes en tant qu'héros militaire.

Le nouveau régime a promis de faire de son mieux pour rectifier tout ce qui n'était pas bon sous l'ancien régime. Mais sauf l'ancien président Luiz Cabral et un petit nombre de ses plus proches collaborateurs, les dirigeants restent les mêmes. Leur programme politique reste aussi le même, ainsi que, évidemment, les conditions structurelles définissant le contexte dans lequel évolue le développement de la Guinée-Bissau.

Nous avons donc à faire à un régime issu d'une combinaison de mécontentement populaire et d'un soulèvement des militaires. Le régime est dirigé par un "fils du peuple" jouissant d'une grande popularité dans le pays. Des efforts sérieux sont faits pour redonner vie au PAIGC comme parti ou mouvement dirigeant d'orientation progressiste. Tenant compte de ces éléments, il semble que le nouveau régime de Bissau nous offre un exemple de populisme militaire de gauche. Au fur et à mesure que s'effectuera le retour au régime civil, il en restera donc le populisme, avec cependant l'élément décisif que sera le soutien des militaires.

Le concept de populisme est génériquement vague. Un régime populiste a donc des potentialités multiples. Ce sont les mesures concrètes du nouveau régime ainsi que l'évolution et le fonctionnement de ses structures proprement politiques qui détermineront si l'orientation progressiste ne sera pas uniquement verbale et idéologique, et si, par conséquent, le caractère populiste du régime pourra ainsi être dépassé.

V. QUELQUES EXEMPLES CONCRETS DE LA POLITIQUE DE L'ANCIEN REGIME PAIGC

Dans le troisième chapitre nous avons déjà donné une esquisse générale de la politique de développement de l'ancien régime PAIGC. Ici nous voulons concrétiser cette image par quelques exemples illustratifs pris dans divers secteurs. Pour que l'image ainsi donnée soit aussi large que possible, nous allons nous déplacer librement du politique à l'économique ainsi que du niveau inter-étatique jusqu'au niveau le plus local d'un village.

Le projet d'unité entre la Guinée et le Cap-Vert

L'idée et le but d'unité politique entre la Guinée-Bissau et le Cap-Vert étaient inscrits dans le programme du PAIGC depuis les origines du mouvement, bien que de manière assez vague et générale. Le programme original du PAIGC, du temps de la lutte de libération nationale, se contente de parler "d'union" dans le cadre d'une "patrie africaine forte et progressiste" et de constater que "la forme d'union entre les deux peuples sera établie par leurs représentants légitimes, librement élus".²⁶ Des formulations plus fortes, comme "état unitaire" ou "unification dans un seul état",²⁷ ont aussi été utilisées dans des textes officiels. Mais après l'établissement de la république souveraine et indépendante du Cap-Vert en 1975, il n'a jamais été sérieusement question d'unité au niveau étatique, sinon à très long terme.

Jusqu'au 19 janvier 1981, nous avons ainsi connu une situation unique dans le monde entier, celui d'un seul parti politique, le PAIGC, au pouvoir dans deux états différents, indépendants l'un de l'autre du point de vue constitutionnel. Mais, ce jour-là, la branche capverdienne du PAIGC a rompu avec le parti bi-national pour former son propre parti, le PAICV (Partido Africano da Independencia de Cabo Verde), rivalisant dans la revendication de l'héritage politique et théorique d'Amilcar Cabral. C'est le coup d'état de Bissau du 14 novembre 1980 et ses suites qui ont finalement brisé la notion d'unité entre les deux pays, devenue déjà très théorique longtemps avant.²⁸

Des points de vue géographique, social, économique, culturel, les deux pays de la Guinée et du Cap-Vert sont très différents l'un de l'autre, quoique liés par l'histoire coloniale. L'un, pays paysan, plat et vert, du continent africain; l'autre, constitué par dix îles montagneuses (sauf celle de Sal où a

été construit l'aéroport international) dispersées dans l'Atlantique, trop sèches pour nourrir leurs trois cents mille habitants. Dans l'un, une société rurale basée sur la communauté villageoise traditionnelle; dans l'autre, un sous-développement avec des propriétés agricoles privées et une population rurale semi-prolétarisée mais sans possibilités de satisfaire ses besoins par son travail dans le système établi. L'un, pays où l'on parle beaucoup de langues et aux ethnies nombreuses, dominé par des religions animistes et par l'islam; l'autre, pays culturellement assez homogène, de langue créole et de religion chrétienne (catholique).

Deux facteurs importants unissent pourtant les deux pays: leur histoire commune sous la colonisation portugaise et leur lutte commune contre cette colonisation dans le cadre du PAIGC. Mais ces deux facteurs, fondamentalement unificateurs, ont à la fois divisé et uni la Guinée et le Cap-Vert.

Depuis le début de la colonisation portugaise, au milieu du quinzième siècle, les comptoirs commerciaux de la côte guinéenne (qui s'étendait alors de l'embouchure du fleuve Gambie au nord jusqu'au Cape Mount près de l'actuelle frontière libérienne avec la Sierra Leone, au sud) étaient administrativement subordonnés au gouverneur portugais du Cap-Vert. Les îles étaient peuplées par les colonialistes portugais et par des esclaves y enlevés par eux. Dans ce mélange capverdien de peuples, les africains étaient de loin les plus nombreux. Ainsi beaucoup de liens familiaux et culturels existaient entre les îles et le continent, ainsi qu'une certaine complémentarité économique dans le cadre de l'exploitation coloniale des ressources humaines et naturelles. En même temps, un type de société tout à fait spécifique se développait dans les îles. A partir de 1879, les îles du Cap-Vert et la Guinée furent même gouvernées comme deux provinces distinctes dans le cadre de l'empire colonial portugais, ce qui n'empêchait pas, comme nous l'avons déjà signalé, beaucoup de capverdiens de travailler à des postes intermédiaires dans l'administration guinéenne, du fait du système d'éducation plus avancé au Cap-Vert qu'en Guinée.

La lutte de libération nationale a été conduite par le PAIGC, parti binational, dont beaucoup de dirigeants étaient des capverdiens qui apportèrent ainsi une contribution décisive à la lutte. Mais c'est sur la terre guinéenne qu'il le colonisateur a été vaincu par des combattants qui étaient en grande majorité guinéens, tandis que l'activité du PAIGC, même simplement politique, était assez faiblement développée au Cap-Vert. De ce fait les débuts de l'indépendance ont été entièrement différents

dans les deux pays: l'un ayant été libéré par la lutte armée menée par son propre peuple sur son propre territoire, l'autre libéré indirectement par la défaite du colonisateur en Guinée.

Le projet d'union entre la Guinée et le Cap-Vert était principalement un projet politique conçu par Amilcar Cabral dans la perspective plus vaste de l'unité africaine. Ce projet était, à court terme, plus symbolique que réalisable. Inspiré par Kwame Nkrumah, le fondateur du PAIGC avait conçu l'unité entre la Guinée et le Cap-Vert comme une contribution politique à l'unité continentale. Sa vision était militante, pan-africaine, anti-impérialiste.

Il y avait sans doute aussi chez Cabral et le PAIGC une vue moins large, plus pragmatique, selon laquelle les deux pays qui avaient gagné l'indépendance politique ensemble, devaient aussi s'entre-aider dans la lutte pour l'indépendance économique. Mais cette vue plus limitée manquait, à court terme, de bases sérieuses. Trop de facteurs incitaient après 1974 les dirigeants des deux pays à donner la priorité aux mesures et aux activités nationales. La seule distance géographique entre Bissau et Praia (capitale du Cap-Vert) est un facteur qui ne peut être ignoré. Environ neuf cents kilomètres de mer ne sont en effet pas un fait négligeable dans la vie quotidienne de politiciens et de cadres administratifs.

Le projet d'unité continuait donc à vivre au niveau symbolique et idéologique. Mais en réalité la Guinée et le Cap-Vert marchaient côte à côte plutôt qu'ensemble en tant que pays indépendants. Cela non seulement en matière économique mais même en ce qui concerne les relations internationales. En 1975, par exemple, pour en donner une illustration dramatique, des avions transportant des troupes cubaines en Angola atterrissaient à Bissau, tandis que les avions civils de la compagnie sud-africaine continuaient à atterrir normalement à l'aéroport international de l'île de Sal, ceux-ci étant une importante source de devises pour l'état capverdien. C'est plutôt dans les domaines judiciaires, culturels et de l'éducation que la coopération unificatrice semble avoir concrètement porté le plus de fruits. C'est aussi dans ces domaines-là qu'elle pourra probablement reprendre, une fois les sentiments amers, nés de la scission, calmés.

Dans son rapport présenté au troisième congrès du PAIGC en 1977, le secrétaire-général du PAIGC binational d'alors, Aristides Pereira, président de la république du Cap-Vert, a souligné que "la force de l'unité réside dans la conscience

qui se développe au travers de l'expérience quotidienne, vécue en commun, dans le procès de formation des bases matérielles, sociales et culturelles de sa réalisation".²⁹

Nous pouvons dire aujourd'hui que la conscience de la nécessité de l'unité, dont a parlé Aristides Pereira, n'a probablement jamais été très forte au niveau populaire, ni en Guinée ni au Cap-Vert. Cette conscience a existé et a été vécue au niveau des dirigeants politiques, mais même à ce niveau elle a souvent été assez superficielle ou fragile. La facilité et la rapidité avec lesquelles les dirigeants des deux pays se sont adaptés à la scission du PAIGC après le 14 novembre 1980 montre clairement que la volonté politique d'unité était déjà profondément sapée longtemps avant le coup d'état. La logique qui veut que chacune des deux parties donnent des arguments pour rejeter la responsabilité de la rupture sur l'autre n'y change rien.

C'est d'une manière dialectique qu'il faut essayer de saisir le rôle de l'unité/dualité entre la Guinée et le Cap-Vert dans le développement des deux pays. L'unité était indispensable à la victoire dans la lutte contre le colonialisme portugais. Comme nous le savons maintenant, elle n'a pas survécu à cette victoire. Cela ne veut nullement dire que l'unité n'est pas nécessaire à la victoire à l'étape de la lutte pour la libération économique et sociale. Elle l'est, mais ce sont les conditions nécessaires à sa réalisation qui ne sont pas encore réunies.

Nous pouvons donc conclure d'une part que les difficultés de réaliser l'unité entre la Guinée et le Cap-Vert n'ont pas en soi déterminé la pré-histoire du coup d'état de 1980. Le projet d'unité lui-même était trop éloigné de l'horizon visible de l'après-guerre dans les deux pays pour qu'il eût pu influencer de manière décisive les données structurelles du cours des événements. D'autre part, il est clair que l'unité dans la lutte, si essentielle à la victoire de 1974, avait aussi semé les germes de conflits ultérieurs au sein du PAIGC. Ces conflits ne sont pas à l'origine des problèmes du développement de la Guinée, mais ils ont ouvert toutes grandes aux dirigeants les avenues pour leur rationalisation. Ainsi, les conflits liés au projet d'unité ont pu servir de catalyseur politique à des contradictions plus profondes.

Quand Nino Vieira et ses compagnons ont pris le pouvoir dans la nuit du 14 novembre 1980, rompant ainsi avec les structures et les règles du PAIGC, ce n'est pas l'unité forgée au temps de la lutte qui a été brisée, mais ce fut la démonstration que cette unité n'existait plus depuis longtemps au niveau de

l'organisation politique.

C'est d'ailleurs la conclusion à laquelle arrive le rapport présenté par Nino Vieira au premier congrès extraordinaire du PAIGC en novembre 1981.

Ce n'est donc pas le 14 novembre qui a donné le coup de grâce à l'unité, comme le prétend la direction capverdienne. La vérité est que l'unité n'était pas en train d'être réalisée et que les deux pays devenaient chaque jour plus indépendants, plus différenciés, avec des structures et des orientations souvent divergentes.³⁰

Comme nous venons de le voir, il serait difficile de conclure différemment.

"Déviations de la ligne de Cabral"

Le seul journal de Bissau est normalement publié trois fois par semaine par le ministère de l'information et de la culture. Il s'appelle Nô Pintcha ("en avant" en langue créole). Le premier numéro publié sous le nouveau régime est sorti dix jours après le coup d'état. En manchette de sa première page il est écrit en rouge: Fin aux injustices et à la corruption et retour à la ligne de Cabral.³¹ C'est là un des thèmes principaux du nouveau régime pour justifier le coup d'état.

Le thème en soi n'était pas nouveau dans le langage officiel de Bissau. En juin 1980, par exemple, le Conseil Supérieur de la Lutte (organe suprême entre les congrès de l'ancien PAIGC) s'était réuni à Bissau. Le résumé de ses travaux était publié par le Nô Pintcha sous la rubrique: Alerte contre les déviations de la ligne de Cabral.³² Le rapport présenté à cette occasion par Aristides Pereira avait pris la forme d'un véritable réquisitoire contre toutes sortes de déviations de la ligne du parti, et la résolution finale de la réunion alertait...

... les militants et les cadres du parti contre toutes les déviations de notre idéologie, et particulièrement contre celles qui résultent de la passivité et du manque de rigueur idéologique, telles l'irresponsabilité, la tolérance en face des erreurs, la négligence dans le travail, le pragmatisme excessif qui ne tient pas compte des données politiques du problème à résoudre, l'attitude technocratique et le bureaucratisme érigés en système de gouvernement, l'improvisation comme méthode de travail, les tendances à se soustraire aux orientations et aux contrôles du parti, le favoritisme ("amiquismo"), le népotisme, l'ostentation et l'ambition personnelle.³³

Le contenu de la résolution finale du Conseil Supérieur de la Lutte de juin 1980 était donc à la fois dur et sans équivoque. Mais son application incombait malheureusement à ceux-là mêmes contre lesquelles elle était dirigée. Le fait que cette résolution ait été adoptée est donc beaucoup plus étonnant que le fait que rien n'ait été fait après pour l'appliquer. Il a fallu

le coup de novembre 1980 pour que les détenus politiques soient libérés, pour qu'on parle publiquement à Bissau d'exécutions sommaires d'opposants, pour que les dirigeants corrompus des Magasins du Peuple soient éloignés de leurs postes ... En bref, il a fallu le coup pour qu'un certain nettoyage et un début de "retour à la ligne de Cabral" dans ce domaine essentiel soient possibles.

Il est hors de doute que les maux dénoncés publiquement en juin 1980 et évoqués naturellement avec force détails après le coup sont réels. Il existe des documents et des informations sur ce sujet. Mais l'essentiel de cette documentation a été publié par les vainqueurs du coup et doit par conséquent être utilisé avec une prudence critique. Beaucoup d'autres informations sont basées sur des rumeurs plus ou moins contrôlées, dispersées, recueillies soit par des journalistes soit au travers de contacts privés en Bissau.

Pour ces raisons, il serait difficile de présenter un résumé objectif de la situation guinéenne d'avant-novembre 1980 en ce qui concerne la corruption, le népotisme, l'arbitraire judiciaire, la répression, la centralisation excessive des décisions politiques, etc. Tout cela existait, les accusations formulées par le nouveau régime ne manquent pas de fondements. Mais il est trop tôt pour en faire le bilan historique surtout comme cela devait comprendre aussi une comparaison avec d'autres pays africains connaissant des conditions similaires. Une telle comparaison devrait être moins défavorable à l'ancien régime de la Guinée-Bissau que la comparaison si exigeante avec "la ligne de Cabral".

Ce qui est sûr, c'est que dans la patrie de Cabral même libérée, des militants sincères du PAIGC ont été arrêtés, maltraités, maintenues en isolation ... pour le simple fait de s'être opposés aux petits dictateurs de l'état et du parti. Personne, au contraire, n'a été arrêté parmi les hauts dirigeants, malgré les conflits bien connus entre eux. Les victimes pouvaient être, soit un président de coopérative agricole courageux, qui s'opposait aux exigences d'un puissant voisin, haut dirigeant du parti, que la coopérative se joigne à sa production privée de la canne à sucre pour l'exportation au lieu de contribuer au programme d'auto-suffisance alimentaire, soit un jeune qui osait dire la vérité sur la corruption d'un président régional, soit un citoyen qui avait à la fois du courage et de la malchance.

Après le coup ces gens ont été libérés. Mais cela ne veut pas dire qu'ils ont automatiquement retrouvé du travail, ni que

ceux qui étaient à l'origine de leurs malheurs aient été punis. Comme nous l'a raconté le président de la coopérative mentionnée ci-dessus:

Un an après ma libération, je vis dans l'attente. Je n'ai pas de travail, plus rien. Il faut attendre... On va faire une enquête judiciaire sur mon cas. On attend encore... Ce sont des camarades qui me subviennent. C'est grâce à eux que je mange... Je n'ai pas de chambre fixe... J'exige mon jugement.

Notre puissant voisin a été emprisonné lors du coup. Mais il est sorti après quinze jours. Maintenant il circule dans une Volvo. Il a aussi une Landrover. Il a toujours sa ferme. Notre coopérative, au contraire est plus ou moins brisée.

Mais avant le coup, je n'aurais pas osé parler comme je le fais maintenant. On n'a plus peur.³⁴

Ces mots résument plusieurs contradictions essentielles du développement de la société guinéenne: démocratie/étatisme bureaucratique, production collective/production privée, auto-suffisance alimentaire/production pour le marché mondial, pour ne mentionner que les plus importantes d'entre-elles. Ceci résume en fait la lutte de classes en Guinée, laquelle ne s'est nullement arrêtée avec le coup d'état du 14 novembre 1980.

"Projets de prestige ou de rentabilité douteuse"

Dans le rapport présenté par Nino Vieira au congrès extraordinaire du PAIGC, l'utilisation de l'aide étrangère faite par l'ancien régime est fortement critiquée. Cette aide n'avait pas eu sur l'économie nationale les effets multiplicateurs attendus, cela fondamentalement à cause...

... d'une politique d'investissements complètement distordue, laquelle ne privilégiait pas le secteur primaire, contrairement aux décisions du troisième congrès qui avait établi la priorité absolue de ce secteur. Notre capacité d'investissements était souvent canalisée vers des projets de prestige ou des projets industriels de rentabilité douteuse, comme le complexe agro-industriel de Cumeré, l'usine de montage "Citroën", ou la construction de l'auto-route Bissau-Bissalanca (l'aéroport).³⁵

La critique n'était pas nouvelle. Elle avait déjà été clairement formulée de nombreuses manières et depuis plusieurs années dans les débats plus ou moins internes du régime antérieur, au sein de l'ancien commissariat d'état à la coordination économique et du plan, la critique de cette politique était particulièrement vive, sans jamais pourtant arriver à infléchir les ambitions grandissantes du président de la république et de ses proches. Une des manifestations les plus fortes en même temps que publiques de ces contradictions avait été un livre publié à Bissau par le commissariat du plan au printemps de 1980.³⁶ Les auteurs de ce livre plaidaient sans ambiguïté

aucune pour une stratégie systématique de "développement équilibré", différente de la stratégie pratiquée par le régime PAIGC de Luiz Cabral mais presque identique, au contraire, à celle préconisée par le congrès du PAIGC de 1977.

Selon cette stratégie, le "développement équilibré" doit être basé sur la mobilisation des forces productives du pays même, en premier lieu sur celles de l'agriculture. Les investissements industriels doivent être soigneusement adaptés et intégrés aux réalités locales:

La capacité de la politique industrielle ne se mesure pas par le rythme de création d'usines... mais par le long effort de préparation de l'implantation de chaque unité, de manière que celle-ci surgisse comme le couronnement d'un procès et non pas comme le début d'une déstabilisation économique.

Eviter le gigantisme est une orientation fondamentale...

L'installation d'une unité d'une trop grande dimension entraîne la concentration vers celle-ci des meilleurs cadres, d'une grande capacité administrative, de devises, de moyens de transport. Il est donc facile de voir les préjudices gigantesques qui résultent du mauvais fonctionnement d'une telle unité, d'un seul jour de retard dans la production. Loin de créer des emplois pour des camarades en chômage, l'unité absorbe des gens capables qui exercent déjà des tâches importantes dans d'autres secteurs, lesquels sont par conséquent désorganisés. Enfin, comme on ne peut pas organiser de grandes unités dans tous les secteurs, l'appareil productif reste boiteux, avec un rythme de production énorme dans un secteur, tandis que les retards s'accumulent dans d'autres.

Eviter les "îlots technologiques" est une autre orientation fondamentale...

Un procès fondamental de création de racines industriels dans le pays entend la multiplication de petites installations dans tous les points du pays, de manière à élever le niveau technologique général et de permettre demain un procès d'industrialisation plus dynamique. 37

Il n'est pas difficile de voir dans cette analyse une critique directe, à peine cachée, du premier des trois projets mentionnés par Nino Vieira dans la partie citée ci-dessus du rapport au congrès extraordinaire. Le "complexe agro-industriel" de Cumeré était fortement favorisé par l'ex-président et par son commissaire d'état au commerce et à l'industrie, Armando Ramos, écarté du pouvoir depuis le 14 novembre 1980, avec son chef. Il est devenu aujourd'hui une sorte de symbole des erreurs de l'ancien régime PAIGC en matière de développement économique; un exemple instructif.

Après quatre ans de travaux le complexe est plus ou moins prêt à fonctionner. Il s'élève gigantesque, avec ses constructions futuristes, des plaines sableuses sur la rive nord du fleuve

Geba, à l'est de Bissau. Les tôles ondulées de ses vastes ateliers brillent au soleil, ses machines ultramodernes sont installées. Pourtant il n'en sort aucun produit. Nous nous trouvons en face d'un "îlot technologique", plus d'un mirage.

L'investissement total, environ vingt millions de dollars, représente une partie importante de tous les investissements entrepris en Guinée-Bissau pendant la période correspondante, soit, un peu plus de dix pour cent des investissements réalisés pendant les trois années de 1978 à 1980.³⁸ Les sources de ces capitaux sont l'Arabie Saoudite, l'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole (OPEP) et la Belgique. Le crédit belge tire un taux d'intérêt assez élevé. Selon un article du Nô Pintcha, publié bien avant le coup de 1980, les travaux avaient commencé sans aucun financement étranger, ce qui veut dire que l'état guinéen les finançait directement de ses maigres ressources en devises.³⁹ Le projet de Cumeré a donc pesé lourdement, depuis ses débuts sur les finances guinéennes, ce qu'il va continuer à faire jusqu'au jour lointain de sa rentabilité.

Qu'est-ce que Cumeré? Comme le dit son nom, Cumeré est un complexe agro-industriel. Il doit valoriser les matières premières agricoles de la Guinée-Bissau: l'arachide, le riz et l'huile de palme. Ses deux fonctions principales seraient de transformer la production nationale d'arachides en huile brute pour l'exportation et de traiter tout le riz produit par les paysans du pays pour le marché national. En plus, Cumeré est doté d'une capacité considérable pour la fabrication de savon et d'huile raffinée. Le projet a été conçu pour utiliser les méthodes les plus modernes et automatisées. Si ce projet est grand utilisateur de capitaux et de pétrole, il utilise en revanche très peu de force de travail. Pour faire travailler l'usine à sa pleine capacité on n'aura besoin que de deux cents personnes, tandis que la consommation d'électricité sera plus d'un tiers de celle nécessaire à toute la ville de Bissau (1600 hkw pour Cumeré).⁴⁰

Les installations ont été conçues à une échelle trop vaste en comparaison de la capacité et des besoins du pays. Pour travailler à plein rendement, l'usine de Cumeré aura besoin de soixante-dix mille tonnes d'arachides par an, alors que la production annuelle de la Guinée-Bissau, selon les chiffres disponibles, est environ la moitié de cette quantité. La capacité par an de traitement de riz à Cumeré est de cinquante

mille tonnes de riz non-décortiqué, c'est à dire une quantité bien supérieure à celle aujourd'hui commercialisée. Pourquoi ne pas décortiquer le riz plus près des champs, là où il est nécessaire de créer pour les villageois des travaux productifs?

Cette dernière remarque attire notre attention sur le point qui est peut-être le plus faible de tout le projet, à savoir son isolement total des structures de production du pays. Il ne suffit pas de noter que même si chaque noix d'arachide cultivée dans le pays était transportée à Cumeré, cela ne permettrait à peine de satisfaire la moitié de la capacité de transformation en huile du complexe. Il faut voir aussi que rien n'a été fait pour en assurer le transport dans un pays qui manque pourtant cruellement de routes et de véhicules. Des points de vue tant géographique, administratif, financier que, pratique, les installations de Cumeré restent isolées des producteurs, les paysans des villages qui doivent les approvisionner. Elles sont également éloignées de tout l'environnement technologique avancé dont elles ont besoin afin de pouvoir fonctionner sans des interruptions coûteuses.

Reste à poser la question comment un tel projet a pu être conçu et réalisé en Guinée-Bissau, malgré la stratégie officielle de développement autonome et équilibré. La réponse à cette question n'est pas simple, mais nous pouvons affirmer qu'elle est, dans son essence, politique. C'est à cause de la centralisation du pouvoir que le régime a pu imposer son complexe agro-industriel malgré l'opposition exprimée en son sein et malgré les intérêts bien conçus de la grande majorité du peuple. Au lieu d'être influencées, par des voies démocratiques, par leur propre peuple, les dirigeants ont au contraire écouté et se sont laissés flatter par les conseils donnés par des organismes financiers et industriels, soucieux, entre autre choses, de vendre l'équipement le plus moderne à des prix avantageux, évoquant pour ce faire l'argument séduisant des "économies d'échelle". En Guinée-Bissau il n'y a pas eu de contrepois politique suffisant pour balancer ce genre d'influence internationale, qui a par conséquent contribué à infléchir le PAIGC de sa propre idéologie de développement.

Le nouveau régime se dit déterminé à ne pas suivre le chemin symbolisé par Cumeré. Mais sa marge de libre choix est limitée. Selon le directeur-général du projet, on est arrivé, après des discussions sérieuses, à la conclusion qu'à long terme cela serait probablement plus coûteux de fermer les installations

avant de les mettre en production que de les faire travailler avec perte. Quoi qu'on décide ce complexe est maintenant installé, il reste à l'amortir. Il faut au moins essayer de le rendre utile.⁴¹

Le débat est ouvert sur ces problèmes fondamentaux dans le nouveau climat politique créé par le coup et renforcé avec le congrès de novembre 1981. Ainsi, en février 1982, au cours d'une conférence de quatre jours les techniciens agricoles du pays ont ouvertement affronté un des dilemmes difficiles posés par l'existence du complexe de Cumeré: comment concilier le besoin de créer de petites unités de décorticage de riz un peu partout dans le pays avec le besoin d'utiliser les installations de Cumeré? Selon le Nô Pintcha, le consensus des techniciens s'est exprimé dans la formule suivante:

Nous ne craignons pas de mettre en cause le complexe de Cumeré. Ce que nous craignons le plus, c'est de mettre en cause le peuple paysan. Cela ne peut pas se faire. 42

La bonne volonté des techniciens agricoles de l'état est donc opposée aux contraintes structurelles qui conditionnent le développement de la Guinée-Bissau. Par quelles voies ces contraintes pourront-elles être modifiées?

Un village

En février 1976, pendant deux semaines intensives, j'ai observé et participé à la vie quotidienne d'un village de paysans mandigues du nord de la Guinée-Bissau. Il s'agit de Kandjadja (déjà mentionné en page 1), chef-lieu d'une section qui comprend six autres villages, avec une population totale d'environ cinq mille habitants, située dans le secteur de Mansaba, région d'Oio. J'y ai alors effectué un petit travail de recherche sur l'application locale de la stratégie officielle de développement dans les domaines de l'organisation politique et administrative, de l'agriculture, des autres productions, du commerce et de la distribution, de l'éducation, de la santé et du système judiciaire.⁴³

Quand j'ai fait ce travail à Kandjadja en 1976, il y avait dans ce village un commissaire politique du PAIGC, résident de Kandjadja mais chargé du travail politique dans les sept villages de la section, les six autres étant beaucoup plus petits que le chef-lieu. Il y avait aussi dans chacun des sept villages un comité de base du parti et du peuple. Comme partout en Guinée-Bissau, ce comité avait cinq membres, dont deux femmes

au moins. Le climat politique était assez vivant. Le comité de base de Kandjadja organisait régulièrement des réunions de citoyens. Il se chargeait de l'exécution des travaux pratiques importants, comme la reconstruction du village après la guerre, la fabrication de briques pour un nouveau magasin du peuple, ou l'organisation de l'école. Le commissaire politique assurait un lien direct entre Kandjadja et les autres niveaux de la structure politico-administrative de la Guinée-Bissau, soit par ses visites régulières dans les chef-lieux du secteur et de la région, soit par une écoute suivie de la radio nationale. Il travaillait en association étroite avec les vieux du village, porteurs à la fois de l'autorité traditionnelle et de la légitimité politique du PAIGC établie par la lutte de libération nationale.

Dans l'agriculture, on avait commencé à éliminer les conséquences de la guerre. Les gens cultivaient pour leurs besoins du millet, du riz, du manioc, ainsi qu'un peu d'oignons, de poivre, d'haricots, de maïs ou de "baguidj" (épinards locaux). Ils vendaient aussi des arachides au magasin du peuple, qui assurait par là le lien entre les paysans de ces sept villages et le marché mondial. Mais rien n'était fait pour transformer le cadre traditionnel de la production agricole. Chaque famille produisait pour soi sur les terres communautaires, avec des méthodes traditionnelles. On ne voyait aucun signe d'une préparation politique tendant à la création de coopératives de production ou de tout autre forme d'économie coopérée moderne.

La plus grande partie de la production nécessaire, hors de celle de l'agriculture, était effectué d'une manière non-spécialisée dans le cadre de la famille traditionnelle où cohabitent plusieurs générations. Mais il y avait aussi des artisans spécialisés, en particulier quelques potières, un spécialiste de petits travaux en cuir (amulettes), un fabricant de pipes en argile, un fabricant de ruches, un vannier, un cordonnier, un forgeron (également chasseur), un tanneur, ainsi que des fabricants de tabourets, calebasses, ustensiles de pêche, etc.

Le magasin du peuple, entrepôt du réseau étatique de commercialisation et de distribution, était un point important de rencontre. Outre l'achat d'arachides aux paysans, le responsable du magasin leur vendait les denrées de base à des prix contrôlés, par exemple du riz (chinois), des tissus, des chemises, du savon, du sucre, de l'huile, etc. Mais avec un revenu

annuel qui devait être inférieur à quarante dollars il est évident que la plupart des villageois avaient des possibilités d'achat fort limitées.

L'école était en 1976 probablement l'institution la plus révolutionnaire de Kandjadja. Trois jeunes instituteurs, dont deux étaient aussi des militants politiques depuis leur enfance, donnaient un enseignement à un peu plus de deux cent élèves. Environ cent-vingt d'entre eux suivaient les quatre années de l'école primaire et les autres une année préparatoire. Cela veut dire qu'environ un quart seulement des jeunes en âge scolaire de la section allaient à l'école (près de la moitié, en comptant les enfants de l'année préparatoire), ce qui était bien au-dessous de la moyenne nationale, les statistiques nationales faisant état de quatre-vingt-dix pour cent d'enfants scolarisés. L'enseignement offert par les trois instituteurs était une combinaison des matières traditionnelles et d'un enseignement politique sur l'histoire et la signification de la lutte de libération nationale. Les instituteurs faisaient de grands efforts pour engager aussi les parents des élèves dans le travail éducatif. Mais pour que l'école devienne un vrai fer de lance dirigé vers l'avenir, il faut que son programme et son action entrent dans une interaction dynamique avec les transformations fondamentales de la société.

Notons qu'il existait aussi à Kandjadja une autre école que celle de l'état nouveau. Un élève de deuxième année, âgé d'une vingtaine d'années, était en même temps maître d'une petite école coranique, qui rassemblait chaque soir au crépuscule quelques garçons pour l'étude du coran. Pour distinguer ces deux écoles, il arrive que les gens de Kandjadja appellent l'école de l'état "l'école des européens" ou "des blancs", parce que c'est là qu'on apprend des choses "modernes", "européennes". L'école coranique étant souvent appelée "l'école du marabout (saint local)".

Dans le domaine de la santé, le régime PAIGC avait installé une jeune infirmière dans une des cabanes de Kandjadja. Trois matinées par semaine elle recevait des malades, auxquels elle donnait des conseils, du "cloroquine", des aspirines (quand elle en avait) ou des soins généraux. Elle envoyait les cas les plus graves vers deux petits hôpitaux, chacun distant d'une vingtaine de kilomètres (de marche à pied) de Kandjadja. Malgré la modestie de cet effort, il représentait quand même un grand pas en avant en comparaison avec la situation au temps du

colonialisme. Ce qui manquait le plus à Kandjadja en 1976 dans le domaine de la santé c'était une action systématique pour la médecine préventive.

Il y avait aussi à Kandjadja un tribunal du peuple, installé par le PAIGC en 1968 dējā, six ans avant la victoire. Comme partout en Guinée, ce tribunal avait trois membres élus. Sa tâche principale était de résoudre les conflits entre les citoyens en essayant de faire la synthèse des coutumes traditionnelles et de l'idéologie moderne du mouvement de libération. Selon son président, l'existence même du tribunal servait à maintenir les citoyens sur la bonne voie :

Le plus important de notre travail dans le tribunal, c'est l'avenir. Si les gens continuent à être respectueux, alors je crois que notre village sera bon, sans troubles. C'est ce que j'ai à dire.

En somme, nous pouvons constater qu'en 1976 la vie à Kandjadja était sur la voie d'une normalisation tant matérielle que sociale dans l'ancien cadre traditionnel. L'on y constatait aucun indice visible d'un développement innovateur dans le domaine de la vie productive. L'activité du PAIGC n'était pas négligeable, mais elle ne s'orientait pas vers l'organisation de la base sociale nécessaire à une agriculture à la fois moderne, productive et communautaire.

En novembre 1977, je suis revenu pour un court séjour à Kandjadja. Le changement le plus spectaculaire était le déplacement de tout le village jusqu'à un endroit situé à moins d'un kilomètre de celui de 1976. Le village de 1976 était en fait provisoire, construit seulement pour recevoir les réfugiés revenus du Sénégal après la guerre, en attendant que l'ancienne source d'eau du village qui s'était éboulée pendant la guerre soit remise en ordre. Le plus grand projet du comité du village en 1976 était effectivement le transfert du village "là où habitent les ancêtres". Ce grand projet était entièrement réalisé en novembre 1976. Les cabanes d'alors avaient toutes été remplacées par des petites maisons en dur (briques séchées par le soleil), alignées et entourées de petits jardins potagers. Le commissaire politique était toujours là, ainsi que le comité de base. Ils étaient avec raison fiers du travail réalisé par "le peuple de Kandjadja".

Nous pouvons donc constater que l'évolution perceptible au début de 1976 se poursuivait à la fin de 1977. Elle avait même considérablement progressé. Superficiellement, la situation politique paraissait sans changement. Mais la remarque faite

par un vieux notable d'un des petits villages voisins de Kandjadja sur le président Luiz Cabral était peut-être précurseur des événements de novembre 1980: "Celui-là, je l'ai vu une fois à Morès. Je ne l'aime pas. C'est un blanc. Nous devons avoir un président africain." (Notons que l'allusion n'était pas dite à la couleur de la peau de l'ex-président, mais à son parentage et à sa culture capverdiennes.)

En novembre 1981, un peu plus d'un an après le coup de 1980, je suis revenu une troisième fois à Kandjadja. Le village était là, sur le lieu des ancêtres. Apparemment, les changements n'étaient pas grands depuis 1977. Quelques améliorations étaient pourtant visibles, premièrement la présence de bétail. Pendant la guerre, l'aviation portugaise avait tué les animaux des paysans dans une volonté terroriste de les dissuader de tout soutien au PAIGC. En 1981, on voyait de nouveau des vaches à Kandjadja, ce qui était une sorte de victoire. Autres signes d'une prospérité toute relative les murs blancs du nouveau magasin du peuple et, surtout, la construction imposante d'une grande mosquée en briques locales, en voie d'achèvement. Les gens étaient contents que la récolte s'annonçait prometteuse pour 1982.

Dans le domaine politique de grands changements étaient pourtant à constater. Le commissaire politique n'était plus là. "On lui a demandé de se reposer. Il est reparti dans son village natal."

Le comité de base de Kandjadja avait été dissous après le coup du 14 novembre 1980. Une assemblée populaire en a élu un autre, dont le président Kaba Touré, un cultivateur, est un ancien militant du PAIGC du temps de la lutte. Mais Kaba Touré dirige aujourd'hui Kandjadja comme un chef local plutôt que comme un cadre politique d'un parti national. Selon lui, Kandjadja est plus ou moins coupé de la vie politique nationale depuis des années. On se porte assez bien, grâce au progrès agricole local, mais le reste du pays se désintéresse de Kandjadja. Les contacts avec Mansaba, chef-lieu du secteur, ou avec Farim, chef-lieu régional, pour ne pas parler de Bissau, la capitale, sont très rares. A ma question si quelqu'un de Kandjadja avait été tué par le régime de Luiz Cabral, je reçois cette réponse, indicatrice de l'isolement de ce village pourtant assez normal.

Les gens d'ici vivent si loin. Beaucoup sont nés ici et ont déjà cinquante ans sans avoir jamais vu Mansaba (à vingt kilomètres de Kandjadja) et encore moins Bissau. Tout ce qu'ils connaissent, c'est ici et Farim. Ils ne sont pas dans le parti, ne font pas de politique. Ainsi ils n'ont pas été tués. Mais pourtant nous savons que des gens ont été tués.

Le nouveau comité présidé par Kaba Touré ne s'était jamais réuni depuis son élection. Cela ne s'avérait pas nécessaire dans le climat politique actuel. Ce qu'il fallait faire pour diriger était fait par Kaba Touré.

Nous voyons donc que l'organisation du PAIGC ainsi que toute la structure de mobilisation populaire avaient depuis 1976-77 été liquidée. Kandjadja à la fin de 1981 se présente comme un village assez autonome dans le cadre de l'état et ainsi que dépolitisé. On attend depuis longtemps un nouveau commissaire politique. "C'est l'état qui décide. Donc on attend." La méfiance envers les autorités régionales est grande.

Deux signes de la coupure relative entre Kandjadja et la vie nationale:

(1) Il n'y a plus d'infirmière stationnée dans la section. Le poste sanitaire est totalement délaissé et dilapidé. On n'y trouve aucun médicament.

(2) L'école n'a que cinquante élèves et deux enseignants. L'école de l'état et l'école coranique partagent en 1981 la même petite maison comprenant deux salles lugubres.

Cette détérioration des aménagements sociaux ne reflète heureusement pas l'évolution de la situation économique de la communauté. Celle-ci a connu une certaine amélioration grâce à l'effort individuel de chaque famille. Il existe même quatre charrues à louer à Kandjadja, dont trois privées et une qui a été fournie par l'état. L'état (d'avant novembre 1980) a fourni aussi une machine pour le nettoyage des arachides.

Le mécontentement des villageois envers les autorités est d'ailleurs compensé par une satisfaction évidente envers l'attitude du nouveau régime en ce qui concerne l'agriculture. Par exemple les semences de riz nécessaires ont été fournies, "ce qui était plus difficile avant le 14".

Kaba Touré compare les régimes PAIGC d'avant et d'après le 14 novembre 1980:

Luiz Cabral, il n'avait aucune pitié pour nous les africains. Il ne s'intéressait qu'à son ventre et à son pays, le Cap-Vert. Nino, nous croyons qu'il aura un peu de pitié pour nous les africains et qu'il va un peu nous aider à faire des écoles et d'autres choses dont nous avons besoin.

Notons, qu'en ce qui concerne l'école on explique son exigüité par le manque d'eau pour la fabrication de briques, dans le même temps où l'on n'hésite pas à construire une vaste mosquée en briques. En 1976 on utilisait d'ailleurs des salles de

classes très confortables construites en nattes. Pourquoi cela serait-il impossible en 1981?

Kandjadja à la fin de 1981, un an après le coup d'état, nous offre donc une image contradictoire. D'un côté une démobilisation frappante des structures politiques nées de la lutte de libération nationale. De l'autre une certaine régénération et un certain dynamisme dans le domaine économique.

Il paraît cependant significatif que ce dynamisme économique ne s'oriente pas vers une production collective, sauf dans le cas de la mosquée. J'ai demandé s'il y avait des formes de coopération dans l'agriculture. On m'a répondu que dans le cadre de l'organisation traditionnelle, deux champs communs ont été cultivés cette année "pour le même but". Lequel? "On va vendre les récoltes de ces champs communs afin d'acheter du ciment pour la nouvelle mosquée".

VI. LA PREMIERE ANNEE DE "REAJUSTEMENT"

Nous avons déjà essayé d'analyser la pré-histoire du coup de 1980, afin d'en saisir les causes et les motivations essentielles. Mais comment la situation a-t-elle évolué après le coup? Comment les tendances contradictoires existant se sont-elles manifestées dans la nouvelle situation politique?

Immédiatement après le coup d'état

Immédiatement après le coup la situation était confuse. Il fallu attendre dix jours avant que les nouveaux dirigeants ne publient leurs premières déclarations ainsi que la composition du nouvel organe dirigeant du pays, le Conseil Révolutionnaire et celle du gouvernement provisoire dans le Nô Pintcha.⁴⁴

Pendant cette période Rafael Barbosa, ancien dirigeant du PAIGC condamné à mort en 1977 pour collaboration avec les portugais pendant la guerre de libération mais gracié par le président Luiz Cabral, avait été libéré de la prison de Bissau, ce qui amenait beaucoup de gens à se poser des questions sur les origines du coup. D'autre part des manifestations spontanées de colère à leur encontre suscitaient de l'inquiétude chez les capverdiens vivant à Bissau. Le premier éditorial de Nô Pintcha voulu rassurer l'opinion sur les motivations politiques de Nino Vieira et de ses camarades:

La révolution du 14 novembre ne fut ni ne pouvait être raciste et anti-capverdienne. Nos frères du Cap-Vert, enracinés en Guinée-Bissau, n'ont rien à craindre. Nous sommes, au contraire, contre les injustices que nous pensions avoir bannies à jamais de notre pays avec l'expulsion du colonialisme.⁴⁵

En ce qui concerne Rafael Barbosa, il est resté en liberté pendant plusieurs mois, mais il fut incarcéré à nouveau au printemps de 1981 pour avoir comploté dans le but de devenir membre du gouvernement.⁴⁶

Il est à souligner que les premières déclarations après le coup émises par la radio de Bissau ne faisaient aucune référence ni à Amilcar Cabral ni au PAIGC. Mais l'éditorial que nous venons de citer affirme dans son titre même, la nécessité du "retour à la ligne de Cabral", et le 27 novembre 1980 une réunion élargie du nouveau Conseil de la Révolution à Bissau décide "la réactivation immédiate de toutes les structures nationales du PAIGC".⁴⁷

Ce furent là quelques signes apparents des contradictions et hésitations du nouveau pouvoir après la chute du régime de Luiz

Cabral. Mais s'il y eut des flottements durant les mois qui suivirent le coup, jamais, formellement, la fidélité du nouveau régime à la ligne de Cabral et aux principes révolutionnaires du PAIGC ne fut mise en cause.

Sur quelles questions ces flottements se sont-ils donc manifestés? En accord avec le CIDAC (Centro de Informação e Documentação Amilcar Cabral) de Lisbonne, nous pouvons distinguer deux périodes distinctes durant la première année de "réajustement".⁴⁸

La première période va jusqu'à la fin de mai ou au début de juin 1981. Elle est marquée par une grande ambiguïté politique ainsi que par "diverses manifestations des courants anti-parti et par les activités des opposants traditionnels au PAIGC".⁴⁹

La seconde période est, au contraire, marquée par une plus claire réaffirmation au niveau idéologique du projet progressiste de libération nationale continue, ainsi que du rôle essentiel du PAIGC dans ce projet. Politiquement cette seconde période est dominée par les préparations du premier congrès extraordinaire du PAIGC, lequel va en devenir le point culminant.

De novembre 1980 à juin 1981

"Concorde nationale", telle était la ligne proclamée par le Conseil de la Révolution. Celle-ci s'est principalement manifestée par une large ouverture aux émigrés guinéens, souvent bien formés mais souvent aussi opposants depuis longtemps au PAIGC, afin qu'ils rentrent au pays travailler à la construction d'une nouvelle patrie. "Notre seul but est de servir notre peuple", Nino Vieira répétait alors: "ceux qui désirent nous considérer comme des marxistes ou comme des modérés, qu'ils le fassent".⁵⁰ Le discours idéologique du régime était carrément populiste. Derrière ce discours apparaissait le très grand besoin de cadres administratifs bien formés, devenu plus urgent encore après le départ de certains des capverdiens de Bissau.

C'est alors que plusieurs anciens collaborateurs et fonctionnaires du régime colonial furent nommés aux postes de secrétaire-général de divers ministères, c'est à dire comme membres du gouvernement. Ce fut le cas en particulier de Francisco Barreto au ministère de l'intérieur et d'Adelino Mano Queta au ministère des finances. Viriato Pan, un juriste rentré du Portugal où il avait animé un mouvement opposé au PAIGC, l'UPANG (União dos Povos Africanos Nacionalistas da Guiné), fut lui nommé procureur général de la république. Selon le Nô Pintcha, Nino Vieira

avait déclaré aux nouveaux promus que leurs nominations s'inséraient dans la politique de "concorde nationale" proclamée par le Conseil de la Révolution.⁵¹

Une question importante qui ne recevait aucune réponse claire pendant cette période était, comme l'observe le CIDAC, de savoir si cette politique de concorde nationale allait se limiter à l'appareil de l'état ou si elle allait s'étendre jusqu'au parti.⁵² L'ambivalence du Conseil de la Révolution était grande et l'atmosphère politique de la Guinée-Bissau était marquée par la passivité et la démobilisation, derrière lesquelles se poursuivaient les luttes de factions et d'intérêts. Les nominations que nous venons de mentionner indiquaient une certaine poussée des intérêts de classe petits-bourgeois, technocrates et anti-socialistes dans ces luttes. Mais rien n'était claire ni définitif.

Une semaine après la création au Cap-Vert du parti politique purement capverdien, le PAICV, le comité dirigeant de la branche guinéenne du PAIGC binational avait décidé la convocation à une date ultérieure d'un congrès du PAIGC pour décider de son avenir en tant que parti binational.⁵³ Du fait de la situation politique instable dans le pays, rien ne fut pourtant fait dans ce sens avant la fin mai. C'est les 25, 26 et 27 mai 1981 que s'est réuni à Bissau le Conseil National Guinéen du PAIGC, l'organe le plus largement représentatif du PAIGC guinéen d'alors, pour débattre de l'avenir du pays et du parti. Les sessions étaient présidées par Nino Vieira qui déclarait notamment dans son rapport :

Les événements ... ont clairement montré que la direction du parti était malade, que les relations entre les militants n'étaient pas des relations de confiance.

Le retour du parti aux masses est nécessaire et urgent, parce que nous avons assisté pendant sept ans à la lente liquidation de notre parti... L'appareil exécutif du parti (menaçait celui-ci)... de perdre une de ses caractéristiques les plus marquantes, c'est à dire ses liens étroits avec le peuple et son implantation profonde en son sein.⁵⁴

La teneur général des résolutions du Conseil National ainsi que sa décision de convoquer un congrès du parti du 8 au 14 novembre 1981 exprimait clairement une volonté de réaffirmer le caractère militant et progressiste du PAIGC après un long printemps de flottements.⁵⁵ Cette réunion allait marquer le début d'une période d'assez intense mobilisation politique en Guinée en vue de faire renaître le vieux PAIGC. Mais dans ce

changement il n'y avait rien de vraiment nouveau ni de définitif. Il s'agit plutôt d'un mouvement ondulant sur une surface politique cachant beaucoup de forces contradictoires et pas toujours clairement définies. Ainsi, par exemple, la nomination de secrétaires généraux du gouvernement venant d'horizons éloignés du PAIGC avait été décidées quelques jours avant la réunion du Conseil National, mais Nino Vieira ne les a installés dans leurs fonctions que le 19 juin, c'est à dire après la réunion du Conseil National et indépendamment de son contenu militant. Les contradictions politiques continuaient donc à se manifester, comme elles le font encore au moment de rédiger ce texte, plus de neuf mois après le congrès de novembre 1981.

De juin à novembre 1981

Tout indique que les mois qui suivirent la réunion du Conseil National du PAIGC en mai 1981 ont été marqués par une prise de conscience grandissante des militants du parti du danger qui représentait la poussée, sous le masque de concorde nationale, de forces petites-bourgeoises, anti-capverdiennes, bureaucratiques et technocrates. Les débats étaient intenses aux différents niveaux de l'organisation du parti. Les arguments et les déclarations devenaient de moins en moins ambigus, de plus en plus clairs, parfois même acerbes.

Le Conseil National devait se réunir encore deux fois avant le congrès, en août et en octobre, afin de mettre au point les documents du congrès après avoir écouté les arguments et les réactions des militants et des citoyens dans un grand nombre de réunions populaires. Nous reviendrons sur ces documents. Notons seulement ici quelques points importants du discours prononcé par Nino Vieira au Conseil National réuni du 19 au 23 octobre, dans lequel il a essayé de répondre aux préoccupations les plus importantes des militants de base du parti. Sur les sujets brûlants du racisme et de la concorde nationale le dirigeant suprême de la Guinée-Bissau a notamment déclaré:

... il y a des personnes qui cherchent à exploiter la situation (le besoin de cadres administratifs après le départ de quelques capverdiens) pour donner des connotations racistes à quelques-uns de nos problèmes. Nous n'accepterons jamais cette connotation. Nous n'acceptons pas le racisme dans ce pays, parce que nous ne sommes pas des racistes. Si nous avions pratiqué le racisme, nous ne serions jamais arrivés à libérer notre pays.

Nous avons dit concorde nationale... (Mais) nous n'avons pas de faveurs à offrir à aucun fils de ce pays. Les fils de cette

terre doivent travailler, parce que c'est leur obligation, leur devoir.⁵⁶

Ainsi furent menés les préparatifs de l'important congrès de novembre 1981. Avant d'aborder l'analyse de ses travaux, mentionnons seulement encore deux événements significatifs dans les mois qui précédèrent la tenue du Congrès. Ce fut, l'approbation le 13 juillet par le Conseil de la Révolution d'un programme du gouvernement provisoire et la tenue du 25 au 28 août d'une "conférence nationale du parti dans les forces armées". N'oublions pas que le régime de Nino Vieira est issu d'un coup d'état militaire et qu'il est activement soutenu par les forces armées.

Le programme du gouvernement provisoire souligne l'importance de la planification économique pour atteindre les buts définis par le troisième congrès du PAIGC en 1977. Il souligne aussi que le parti, le PAIGC, "sera la pierre angulaire dans la mobilisation politique de notre population pour le développement économique". Le programme est assez explicite sur les problèmes fondamentaux de l'agriculture qui, à l'inverse de ce qui s'est passé sous le régime de Luiz Cabral, sera considérée pas seulement en théorie comme le secteur prioritaire de l'économie nationale. Les parties-clé du programme en ce qui concerne l'agriculture stipulent:

Organisation des milieux ruraux et création de structures capables de transformer et moderniser notre agriculture.

Mobilisation des paysans d'une manière consciente et active pour que ceux-ci s'organisent en associations, embryons de futures coopératives, situées dans des pôles d'attractions qui répondent aux problèmes réels des communautés concernées.

Organisation et orientation des fermes d'état en vue de l'accomplissement d'objectifs au niveau de l'expérimentation, de la vulgarisation, de la production et du soutien à l'agriculture.⁵⁷

Quoique générales, ces formulations vont quand même un peu plus loin dans le sens d'une organisation coopérative de l'agriculture du pays, que celles entendues jusqu'alors en Guinée-Bissau.

En réalité, la première année de "reajustement" n'a pas apporté beaucoup de changements dans le domaine agricole ou économique en général. Le manque de changements rapides est dû, en partie, à l'indécision politique, mais aussi et beaucoup plus fondamentalement, à la gravité de la crise structurelle qui traverse la société guinéenne. Cette crise exige des solutions de fond et à long terme.

La conférence du parti dans les forces armées a eu une teneur très militante, renforçant ainsi l'atmosphère politique de mobilisation en faveur d'un PAIGC revivifié. Une illustration significative en est le passage suivant de la motion adoptée par la conférence et envoyée au Conseil de la Révolution:

Nous savons bien qu'il y a diverses personnalités qui prétendent incarner l'historique 14 novembre (1980) et qui furent avant des spinolistes (c'est à dire des collaborateurs de l'ancien gouverneur du Portugal en Guinée, Antonio Spínola), qui mangeaient avec les "tugas" (portugais en créole), et d'autres groupes qui furent des partenaires de Luiz Cabral et qui se proclament maintenant plus "quatorzistes" que nous tous. Mais camarade Président, nous les Forces Armées Révolutionnaires du Peuple, liées à notre peuple, nous comprenons la dimension politique du 14 novembre. Nous voulons vous dire que nous sommes déterminés à défendre cette patrie de Cabral, en sacrifiant nos vies si cela est nécessaire, pour que notre peuple puisse vivre librement et édifier une société libre de l'exploitation de l'homme par l'homme.⁵⁸

C'est donc dans un climat politique de mobilisation et d'espoir de renouvellement que les trois cent un délégués, élus dans des assemblées régionales du parti, se sont rendus à Bissau à la veille du 14 novembre 1981. Soulignons que sur ces trois cent un délégués cent soixante-trois étaient des paysans, soit plus de la moitié (54 pour cent). Il y avait aussi quarante-quatre femmes (15 pour cent) ainsi que cinquante-deux militaires (17 pour cent).⁵⁹

Quels sont le contenu et la portée de ce qui fut décidé pendant une semaine de délibérations souvent intenses?

VII. LE CONGRES EXTRAORDINAIRE DE NOVEMBRE 1981

Le caractère de ce congrès, convoqué dans le but de légitimer politiquement le coup d'état du 14 novembre 1980, est souligné surtout par deux faits: (1) bien qu'étant un congrès du PAIGC (parti binational), à cause de la création du PAICV au Cap-Vert il a été convoqué par le Conseil National du parti de la Guinée et, par conséquent, il ne réunit que des délégués guinéens, et (2) il s'est agi d'un congrès interne sans délégations étrangères et avec un nombre restreint de journalistes et d'observateurs invités.⁶⁰

L'ambiance est au militantisme et à franchise et à la fin du congrès à la fête populaire. A la veille de sa clôture la session s'est prolongée toute la nuit, jusqu'à l'aube, tant le besoin des congressistes de s'exprimer librement était grand. Il y eut aussi des moments de forte émotion politique, surtout pendant les dernières interventions de Nino Vieira.

Un événement politique de ce genre possède sa propre vie, sa propre dynamique, pendant qu'il se déroule. Il est difficile d'en estimer l'impact à plus long terme. Une fois les délégués rentrés dans leurs villages, comment va survivre la volonté démocratique du congrès?

La démocratie révolutionnaire

Pour faire vivre la volonté démocratique du congrès et permettre son passage de l'abstraction à la vie politique concrète/quotidienne, le congrès a pris certaines décisions organisationnelles auxquelles il s'agira de donner un contenu réel pour qu'elles ne restent pas vides de sens. Il fut décidé la création d'un nouveau secrétariat du parti; la création d'une commission de contrôle et de révision du parti pour veiller sur les activités des membres; la création de commissions spéciales du nouveau Comité Central pour "orienter les grands secteurs de la vie nationale"; la création de groupes de travail à l'intérieur du Comité Central afin de soutenir et de contrôler les activités du parti et de l'état au niveau régional; l'attribution de tâches spéciales dans le cadre du parti pour chacun des soixante-deux membres (dont dix suppléants) du Comité Central.⁶¹

Ceci fut décidé dans le but d'éviter le retour à la situation et aux erreurs évoquées dans la citation donnée dans notre introduction⁶² ce qui implique d'élever le niveau idéologique, de dévouement et d'empressement, de recruter les "meilleurs fils

et filles du peuple" dans le parti, une meilleure organisation de celui-ci et de ses liens avec les organisations de masse et le peuple, afin que le "vrai" centralisme démocratique, la direction collective, la critique et l'auto-critique, la démocratie révolutionnaire, soient enfin pratiqués et enracinés.

Notons que les décisions du congrès ne sortent jamais du cadre organisationnel du centralisme démocratique. Les solutions aux problèmes vécus sous le régime de Luiz Cabral sont cherchées essentiellement dans l'auto-contrôle du parti: c'est le parti qui doit se contrôler lui-même.

Est-ce que ce genre conventionnel d'organisation peut combler de manière démocratique le clivage entre le peuple et ses dirigeants? On peut en douter. Les documents et les résolutions du congrès n'abordent pas directement ce problème, aussi difficile que vital à la démocratie révolutionnaire. Comment arriver à la "soumission" des dirigeants, si nécessaire selon Cabral,⁶³ "au contrôle des ouvriers et des paysans"? Comment le peuple peut-il effectivement exercer le pouvoir, aussi longtemps qu'il ne le possède pas? Ce problème classique ne concerne certainement pas la seule Guinée-Bissau. Mais il revêt une importance particulière dans le contexte d'une stratégie de développement qui se veut populaire et progressiste. Le cas particulier de la Guinée-Bissau est à ce titre un exemple particulièrement révélateur.

La nature du parti et ses relations avec l'état

Depuis la création par le PAIGC, en 1972 et 1973, d'institutions étatiques formelles en Guinée-Bissau libérée, il avait été clair que celles-ci devaient être subordonnées au parti. La constitution de la nouvelle république était très explicite sur ce point:

Le PAIGC est la force dirigeante de la société. Il est l'expression suprême de la volonté souveraine du peuple. Il décide l'orientation politique de la politique de l'Etat et assure sa réalisation par des moyens appropriés.⁶⁴

Mais ce que nous pouvons appeler "la ligne de Cabral" se caractérise aussi par la volonté de poser la contradiction à résoudre, qui est d'assurer le contrôle du parti, force dirigeante par le peuple. Selon la constitution ce contrôle sera exercé par l'Assemblée Nationale Populaire, "l'organe suprême du pouvoir de l'Etat" qui "contrôle l'application de la ligne politique, économique, sociale et culturelle définie par le Parti".⁶⁵

Dans le rapport publié par le PAIGC après les élections générales, effectuées dans les régions libérées en 1972, lequel est le

dernier document important préparé par Amilcar Cabral avant son assassinat, nous lisons :

Le fonctionnement (des nouvelles institutions)... exige une plus ample participation du peuple, à travers ses représentants, non seulement dans l'étude et la solution des problèmes du pays et de la lutte, mais aussi dans le contrôle effectif des activités du Parti qui le dirige.⁶⁶

L'expérience des sept premières années de l'indépendance nationale en Guinée-Bissau montre que le contrôle du parti par le peuple a en définitive fait défaut. Pourtant comme nous l'avons déjà constaté, le congrès extraordinaire de 1981 s'en tient pour l'essentiel aux formes d'organisation interne du parti pour la solution de ce problème fondamental. La position du parti en tant que "force dirigeante du pays" n'est pas mise en question, sauf à droite bien avant le congrès pendant le printemps confus de 1981, par ceux qui cherchent des solutions capitalistes aux problèmes de développement économique.

Selon le préambule des nouveaux statuts du parti, le PAIGC est défini comme "l'organisation socio-politique supérieure du peuple de la Guinée-Bissau".⁶⁷ La cinquième résolution du congrès est encore plus précise en énonçant que "le Parti doit effectivement diriger l'Etat"⁶⁸ Le cadre du système reste donc incontestablement celui du parti unique, dirigeant.

En plus du problème de la démocratie interne du parti, qui du fait de son rôle et de sa place devient le problème du système politique tout entier, se pose aussi le problème de la représentativité sociale du parti, sa base de classe. Le congrès de 1977 avait défini le PAIGC comme un "mouvement national de libération au pouvoir", c'est à dire comme une sorte de front nationaliste et populaire unissant toutes les classes et couches sociales intéressées à l'émancipation générale du pays. Cette formule originale est retenue par le congrès extraordinaire de 1981.⁶⁹

Mais comme l'ont remarqué les auteurs du texte du CIDAC, il y a une différence subtile entre l'analyse officielle de 1977 et celle de 1981.⁷⁰

En 1977 le rapport du secrétaire-général, adopté par le congrès, donne l'impression qu'il n'existe pas de véritables contradictions d'intérêt entre les paysans, les ouvriers et les couches "petites-bourgeoises" en ce qui concerne le développement national.⁷¹ La conclusion logique est donc que tous peuvent s'unir dans le PAIGC, parti national doté de la légitimité de la lutte de libération nationale.

L'analyse faite en 1981 est, au contraire, plus complexe. Elle reconnaît, sans ambivalence, l'existence de contradictions internes au sein de la "petite bourgeoisie" guinéenne, en même temps qu'est conservée la formule de "mouvement de libération nationale au pouvoir":

Dans notre société il n'existe pas de bourgeoisie nationale.

La petite bourgeoisie, composée de petits propriétaires, commerçants, industriels, employés, fonctionnaires et travailleurs intellectuels, continue à exercer le rôle dominant dans le processus d'édification nationale du fait que par ses connaissances elle est la seule couche capable de gérer et de faire fonctionner l'appareil de l'Etat.

La lutte de libération nationale avait sur cette couche des effets profonds qui tendaient à la diviser en deux parties: une composante majoritaire qui occupe des postes administratifs et qui possède des petites unités industrielles et commerciales et une autre, minoritaire, désignée par Amilcar Cabral comme révolutionnaire parce qu'elle se liait à la lutte de libération de son peuple.

Cette composante minoritaire co-exerce le pouvoir politique, à travers le Parti, avec des éléments originaires d'autres couches sociales.

Le Fondateur de la Nationalité (Amilcar Cabral) disait que la petite bourgeoisie révolutionnaire, à cause de l'ambiguïté de ses positions et options, devait se suicider en tant que classe pour renaître comme travailleur révolutionnaire profondément identifié avec les aspirations populaires, afin de ne pas trahir les objectifs de la lutte de libération nationale.⁷²

Selon les auteurs du CIDAC, le congrès, en restant ambigu sur la représentativité sociale du parti, n'a pas tiré les conclusions logiques de cette analyse.⁷³ Est-ce que "la composante majoritaire de la petite bourgeoisie" (composante non-révolutionnaire) fait partie ou non de la base sociale du PAIGC? Voilà une question qui exige une réponse claire! La logique, ainsi que la vie, nous amène à répondre négativement à cette question.

Cette réponse négative n'est pas en contradiction avec la quatrième résolution générale du congrès de 1981 qui invite "toutes les couches sociales objectivement intéressées à la libération nationale" à faire vivre la démocratie interne du parti.⁷⁴ Elle n'est pas non plus en contradiction flagrante avec le rapport de 1977 du secrétaire-général, lequel n'exclut pas la possibilité de "contradictions internes activées par les mutations toujours plus profondes des forces productives et sociales dans le processus de développement", manifestant ainsi l'ambivalence de l'analyse faite alors.⁷⁵

Si, par conséquent, il est possible que le jugement des auteurs du CIDAC sur l'analyse faite en 1981 soit un peu trop sévère du point de vue théorique, il est certain au contraire que les formulations adoptées en 1981 ainsi qu'en 1977 ont, en pratique, servi à couvrir des compromis politiques entre les deux "composantes de la petite bourgeoisie", opposées l'un à l'autre comme il en ressort selon l'analyse faite. Cela est fort évident à la lecture de la liste des membres du comité central élu par le congrès.⁷⁶ La liste comprend des noms de représentants bien connus d'intérêts sociaux très divers, tous rassemblés sous le charisme populaire et populiste de Nino Vieira.

Peuple, parti, état

Nous voyons donc que les problèmes intimement liés de la démocratie révolutionnaire et de la nature du parti et de ses relations avec l'état ont été ouvertement abordés en Guinée-Bissau avant et pendant le congrès extra-ordinaire du PAIGC mais qu'ils n'ont guère été résolus, même provisoirement.

En ce qui concerne le problème fondamental de la démocratie, le congrès se limite principalement à envisager des réformes de structure interne au parti. Il n'aborde pas avec force le problème du pouvoir, pourtant souvent évoqué par Amilcar Cabral jusqu'à sa mort.

En ce qui concerne les relations entre les citoyens et le parti et entre celui-ci et l'état, le congrès n'apporte rien de nouveau, sauf des critiques sévères et souvent fondées contre les maux de l'ancien régime. Mais n'est-ce pas précisément dans ce domaine qu'il faut chercher courageusement des solutions nouvelles pour éviter à l'avenir le retour à une situation pénible comme celle qui amena le 14 novembre 1980?

Je me rappelle une longue conversation que j'ai eue à Conakry avec Amilcar Cabral, le 10 mai 1972, huit mois avant son assassinat. Il parle de la démocratie qu'il envisage pour son pays dans l'avenir. C'est un système où la souveraineté résidera dans des assemblées populaires décentralisées, qui éliront à leur tour une assemblée nationale.⁷⁷ Les fonctions de l'état central devront être réduites au minimum nécessaire. Le parti n'aura que la fonction de force motrice idéologique. Les assemblées populaires, librement constituées, seront les seules organes de la souveraineté du peuple.

Pour dénoter ce système Amilcar Cabral utilise à cette occasion le terme de "démocratie coopérative".

Politique extérieure

La politique extérieure de la Guinée-Bissau a toujours été caractérisée par le non-alignement, l'anti-colonialisme et l'anti-impérialisme au niveau idéologique et par le pragmatisme dans le choix des partenaires économiques. Rien n'indique que le congrès de 1981 apportera des changements dans cette ligne générale, qui correspond bien à l'histoire de la lutte de libération nationale du pays ainsi qu'à sa situation actuelle.

Le congrès a quand même quelque peu étonné certains observateurs par la teneur pro-socialiste et militante de ses déclarations en matière de politique extérieure. Le rapport soumis au congrès par le Conseil National guinéen du parti ainsi que plusieurs déclarations spontanées de divers délégués soulignent la nécessité de renforcer les liens avec les peuples, les gouvernements et les partis des pays progressistes et socialistes, surtout avec l'Union Soviétique.⁸⁰ Des congressistes ont critiqué le fait qu'aucune visite présidentielle n'ait été effectuée en Union Soviétique après l'indépendance, ce qui est considéré comme honteux au vue de l'aide décisive reçue de ce pays pendant la lutte.

Ces critiques ont été prises à la lettre, car moins de deux semaines après le congrès, Nino Vieira s'est rendu en visite d'amitié en Union Soviétique.⁸¹

Les sentiments de la majorité des congressistes, dont beaucoup de militaires et de paysans enrôlés dans le parti depuis le temps de la lutte armée, étaient sans doute sincères. Mais rien ne donne pourtant à penser que ses sentiments vont bouleverser le non-alignement équilibré de la Guinée-Bissau, fermement enraciné dans le contexte structurel du pays.

Relations avec le Cap-Vert

Les relations entre la Guinée-Bissau et le Cap-Vert ainsi qu'entre le PAIGC privé de sa branche capverdienne et le nouveau PAICV constituaient évidemment un ensemble de problèmes cruciaux du congrès extraordinaire. En effet, ce congrès marqua le point final au projet historique d'unité politique entre la Guinée et le Cap-Vert.

Le congrès prit la grave décision d'exclure formellement du parti son ex-secrétaire général, Aristides Pereira, également président de la république du Cap-Vert. En sont aussi exclus Luiz Cabral, ex-secrétaire général adjoint du PAIGC et

Aussi importante que soit une bonne organisation du parti pour la réalisation d'un tel projet, son centre de gravité réside inéluctablement dans le fonctionnement démocratique des organes du pouvoir populaire.

Politique de développement économique et social

Le régime issu du coup du 14 novembre 1980 n'avait jamais mis en cause la stratégie officielle de développement de l'ancien régime, adoptée par le troisième congrès du PAIGC en novembre 1977. Selon la nouvelle équipe, il s'agissait seulement de mieux l'appliquer. Vu le caractère très spécial du congrès 1981, il est donc normal que l'on s'en soit tenu à une ferme réaffirmation de la stratégie élaborée dans les documents de 1977.⁷⁸ Mais, afin de bien préciser qu'on ne prévoit nullement la continuation de la politique pratiquée par le régime de Luiz Cabral, la résolution suivante est votée par le congrès:

Le premier congrès extraordinaire décide de réaffirmer explicitement:

1. La priorité à l'agriculture en tant que l'activité de base et primordiale du peuple et pouvant contribuer le plus vite et le mieux à l'accumulation de la richesse nationale.
2. La nécessité d'une juste articulation agriculture/industrie dans un développement équilibré, l'agriculture en étant la base dynamisée par l'industrie.
3. La nécessité d'un développement intégré de l'agriculture, de l'industrie et des services, en considérant dans cette articulation le rôle du commerce.
4. Priorité aussi à l'éducation, et à l'intérieur de ce secteur à la formation de cadres, à la santé et aux infra-structures économiques.
5. La nécessité de valoriser et d'utiliser au maximum nos ressources naturelles et humaines pour le bien de notre peuple.⁷⁹

Malgré le caractère très général de cette résolution, elle va dans le même sens que le programme du gouvernement provisoire de juillet en traduisant la volonté politique du régime de donner la priorité à l'agriculture et à un développement équilibré. Il est certain aussi qu'elle traduit la volonté de la grande majorité des congressistes. Reste, comme toujours, le problème de son application dans un contexte dont la structure ne favorise pas nécessairement une politique orientée en vue de la satisfaction des besoins et intérêts populaires.

ex-président de la république de la Guinée-Bissau et quelques-uns de ses collaborateurs réfugiés au Cap-Vert, ainsi que tous les membres du PAIGC du Cap-Vert qui avaient participé à la création du PAICV.⁸²

En particulier l'exclusion du parti d'Aristides Pereira, cofondateur du PAIGC en 1956 et proche collaborateur d'Amilcar Cabral, est un affront pour les capverdiens, bien que formellement justifiée par le fait qu'il ait présidé à la création d'un nouveau parti rival.

Une autre décision choquante pour les capverdiens fut celle de maintenir le sigle PAIGC pour un parti devenu maintenant exclusivement national-guinéen, bien que le C signifie Cap-Vert. Ceci est justifié, selon le congrès, entre autre par des raisons historiques, par fidélité à la pensée d'Amilcar Cabral, par le fait que les capverdiens sont sortis du parti de leur propre gré, par le fait que la grande majorité des militants de l'ancien parti binational étaient des guinéens.

Si ces deux décisions, d'expulser Aristides Pereira et de maintenir le sigle du parti, sont compréhensibles du point de vue purement politique, la logique est plus du côté guinéen dans la première des décisions que dans la seconde.

Notons enfin, avec les auteurs de CIDAC,⁸³ que le maintien du nom et du sigle PAIGC marque aussi une victoire symbolique de l'aile radicale guinéenne sur ceux qui étaient prêts à abandonner le parti et sa stratégie de développement d'orientation socialiste pour une orientation carrément libérale et capitaliste.

Malgré les affronts faits au Cap-Vert par le congrès, le rapport du Conseil National lu par Nino Vieira contient aussi l'affirmation suivante:

Au plan des relations internationales, nous espérons voir renouées avec la république du Cap-Vert des relations normales d'état à état.⁸⁴

Au vue des données objectives de la situation, qui n'incitent guère à long terme à des prises de positions extrêmes ni d'un côté ni de l'autre, cet espoir paraît réaliste.

C'est le 18 juin 1982 que se sont finalement rencontrés, à Maputo, capitale mozambicaine, les deux présidents Aristides Pereira et Nino Vieira pour se mettre d'accord sur le rétablissement de relations diplomatiques entre leurs deux états souverains ainsi que sur d'autres mesures de normalisation. Cette rencontre, qui s'est déroulée d'une manière amicale, avait été organisée

sur l'initiative personnelle du président du Mozambique, Samora Machel. Un mois plus tard une rencontre ministérielle a fait avancer encore le processus de normalisation entre les deux états.⁸⁵

Une nouvelle nomenclature politique

Le désir de rompre avec le régime antérieur avait déjà mené le régime de Nino Vieira à abolir la désignation de "commissariat d'état" pour les départements du gouvernement, en y substituant la désignation conventionnelle de "ministère". Le congrès extraordinaire du parti a décidé une mesure analogue en substituant les appellations de Bureau Politique et de Comité Central aux appellations plus originales, utilisées par le PAIGC depuis le temps de la lutte de libération, de Commission Politique Permanente (avec son présidium dénommé Comité Exécutif de la Lutte) et de Conseil Supérieur de la Lutte.

La nomenclature du parti n'est pas en Guinée un sujet qui laisse indifférents les militants. En témoigne le fait que la version imprimée du projet de nouveaux statuts du parti contient encore la désignation de Commission Permanente Politique, tandis que le Conseil National de la Guinée du PAIGC du 19 au 23 octobre introduit en lieu et place la désignation de Bureau Politique.⁸⁶ C'est ce changement qui fut retenu par le congrès.

Au niveau de l'état, la terminologie a donc été normalisée de la façon la plus conventionnelle, tandis qu'au niveau du parti c'est la terminologie des partis communistes au pouvoir qui a été adoptée. Il ne s'agit pas de donner à ce fait une signification exagérée. Notons pourtant que la nouvelle terminologie ne symbolise pas d'orientation vers un système de pouvoir populaire direct, ni au niveau de l'état ni du parti.

Les organes élus

Le nouveau Comité Central élu par le congrès comprend cinquante-deux membres ordinaires et dix membres suppléants. Il est, selon les nouveaux statuts, "l'organe dirigeant le plus élevé du PAIGC entre deux congrès". Son mandat est de quatre ans.⁸⁷

Outre le secrétaire-général, poste pour lequel aucun autre candidat que Nino Vieira n'était présenté et qui fut élu par acclamation et dans un grand enthousiasme, furent élus encore onze membres et quatre suppléants du Bureau Politique.⁸⁸

Un poste de secrétaire-général adjoint du PAIGC avait été prévu pour le second homme du régime, Victor Saúde Maria, vice-président du Conseil de la Révolution et ministre des affaires étrangères. De manière inattendue le congrès a supprimé ce poste. Ceci est interprété par d'aucuns comme un certain revers politique pour les positions peu idéologiques et très pragmatiques de Saúde Maria. Comme nous le verrons plus loin, s'il s'agissait d'un revers, il fut temporaire.

La moitié des seize membres du Bureau Politique sont des militaires. Deux des neuf membres du Conseil de la Révolution issu du coup de 1980 n'en font pas partie, ainsi que les quatre principaux collaborateurs du conseil. Le centre de gravité politique du nouveau Bureau Politique n'est donc pas identique à celui du Conseil de la Révolution. Avec l'accession de Vasco Cabral, ministre de la planification économique et marxiste bien reconnu, élu aussi au nouveau poste de Secrétaire Permanent du Comité Central, ainsi que de quelques autres politiciens civils, le Bureau Politique est dans sa composition d'une orientation politique plus radicale que le Conseil de la Révolution dont le noyau militaire est complété surtout par des technocrates.

La composition du Comité Central dans sa totalité représente enfin un compromis judicieux entre toutes les tendances et les intérêts divers s'opposant les uns aux autres à l'intérieur du PAIGC et du système politique de la Guinée-Bissau. On y rencontre aussi bien des communistes, des technocrates modernes, des paysans, que des dirigeants dotés d'une autorité traditionnelle.

Le futur rôle du Conseil de la Révolution et le retour au régime civil

Le Conseil de la Révolution, avec son président, le commandant João Bernardo (Nino) Vieira, huit autres membres (dont sept militaires) et quatre collaborateurs civils, est issu directement du coup d'état du 14 novembre 1980. Il s'est constitué lui-même en pouvoir suprême de la république de la Guinée-Bissau par la loi n^o 1/80 du 15 novembre 1980. La loi n^o 1/81 du 29 janvier 1981 donne d'autres précisions à ce sujet.⁸⁹

Sans qu'aucune décision formelle n'ait été prise, Nino Vieira a parlé plusieurs fois durant le congrès de la nécessité de "retour à la légalité", ce qui implique, selon lui, l'organisation d'élections générales d'une nouvelle Assemblée Nationale Populaire pendant "le premier semestre de 1982", suivie de la formation d'un gouvernement légal.⁹⁰ Logiquement, ceci impliquerait soit la dissolution du Conseil de la Révolution, soit que

celui-ci soit fourni d'une légitimité constitutionnelle.

Parlant, en janvier de 1982, à une réunion populaire à Quinara au sud du pays, Nino Vieira revient sur ce sujet en annonçant que le Comité Central doit se réunir "dans un bref délai" pour organiser des élections. Nino Vieira explique à son auditoire...

... qu'il faut mettre ce pays entre les mains de ses fils... et non des traîtres, des opportunistes ou des saboteurs, mais entre les mains des gens honnêtes.⁹¹

Il n'y a donc aucun doute ni sur les intentions du plus haut dirigeant guinéen ni sur la teneur générale du congrès extraordinaire en ce qui concerne le retour du pays au régime civil et à la légalité constitutionnelle. Mais comme nous le verrons dans notre dernier chapitre, ce retour a néanmoins été ajourné. La promesse d'organiser des élections générales pendant les premiers six mois de 1982 n'a pu être tenue. Il reste à voir jusqu'à quand ces élections seront reportées.

La libération de l'ancien président

Rien de précis n'a été dit pendant le congrès concernant le sort de Luiz Cabral et de ses anciens collaborateurs encore en prison plus d'une année après le coup. Mais des rumeurs ont circulés, allant de la libération immédiate jusqu'aux condamnations les plus sévères après jugement juridique.

À cause du fait évident et ouvertement reconnu que presque tous les dirigeants importants du nouveau régime détenaient déjà des postes de la plus haute responsabilité dans l'ancien régime (Nino Vieira lui-même avait été premier ministre), il aurait été difficile de limiter un jugement juridique au seul ex-président et à un petit nombre de ses plus proches collaborateurs.

Quoiqu'il en soit, le nouveau Comité Central s'est réuni le 16 novembre, deux jours seulement après la clôture du congrès, pour décider de:

1. Rendre immédiatement la liberté aux éléments suivants: (sont donnés les noms de douze personnes).
2. Libérer Luiz Cabral et quelques autres éléments emprisonnés et donner au gouvernement le mandat d'exécuter cette décision d'ici à la fin de cette année.

La décision est justifiée par "l'esprit militant et humain élevé" de ceux qui avaient mené à bonne fin le 14 novembre ainsi que par la considération que l'humanisme est "un des principes légués par Cabral ... et que ce même humanisme a marqué pro-

fondement notre lutte et notre peuple".⁹²

Le 30 décembre 1981 le président du Conseil de la Révolution signa un décret-loi restituant immédiatement la liberté à l'ex-président Luiz Severino de Almeida Cabral.⁹³

La notice du Nô Pintcha ne nous renseigne pas sur la destination du président destitué. Mais nous savons par d'autres sources qu'il est parti à Cuba.⁹⁴

Bref bilan provisoire du congrès

Le congrès extraordinaire du PAIGC tenu à Bissau du 8 au 14 novembre 1981 a permis à l'aile radicale du parti, désireuse de sauvegarder l'essentiel de l'héritage de Cabral dans un contexte nouveau, de manifester qu'elle est bien vivante. Bien qu'elle ne soit pas seule sur la scène politique, cette aile a affirmé sa présence. Le congrès a contribué aussi à une certaine clarification sur le passé, et a permis aux militants du parti de s'exprimer librement.

Disons, avec les auteurs du rapport du CIDAC, qu'il s'agit plutôt d'un congrès de confirmation que d'innovation.

"Réaffirmation du parti et récupération de ses meilleures traditions mais sans innovation idéologique ou dans le programme."⁹⁵

Les mois qui suivirent ont montré combien est fragile le consensus établi au congrès. Ils nous rappellent encore que le long processus politique, dont le congrès a été un point culminant, ne s'est nullement terminé le 14 novembre 1981 par le discours de clôture passionné de Nino Vieira:

En Guinée-Bissau nous allons en finir avec le peur et les mensonges. Nous allons vivre dans la vérité...⁹⁶

IIX. QUEL AVENIR?

Il est trop tôt, au moment de terminer ce texte, de savoir quelle sera l'issue à long terme du processus politique mis en route en Guinée-Bissau par le coup de novembre 1980 et porté plus avant par le congrès de 1981.

Les premiers mois après le congrès

Fort de la volonté rénovatrice affirmée par le congrès, le gouvernement s'est tourné énergiquement vers l'avenir pendant les premiers mois. Déjà en décembre 1981, le ministre de l'éducation nationale (d'alors), Mario Cabral, fait un grand discours sur les intentions du gouvernement dans le domaine fondamental de l'éducation. Il souligne, entre autre, combien il est nécessaire de donner la priorité aux programmes de formation des populations rurales, y compris à l'alphabétisation dans les langues nationales. Il souligne aussi la nécessité d'une planification en contact étroit avec le ministère de la coordination économique et du plan.⁹⁷

L'élaboration d'un plan quadriennal de développement économique et social pour les années 1983-1986 est en cours, ce qui est essentiel à l'application concrète de la stratégie de développement. En janvier 1982, un décret gouvernemental a été publié à ce sujet.⁹⁸ En février, s'est tenue à Bissau une grande réunion générale présidée par le ministre de planification, Vasco Cabral, avec des cadres de tous les secteurs concernés par cet effort. La priorité à l'agriculture, comme base de l'économie nationale, est réaffirmée avec force à cette occasion.⁹⁹

La détermination des dirigeants du pays de procéder à des élections pour un retour rapide à la légalité constitutionnelle fait aussi partie durant cette période des efforts déployés en vue de ne pas perdre le dynamisme politique acquis. Mais nous savons que ce projet a été retardé.

Des campagnes d'explication des résolutions du congrès se sont multipliées dans tout le pays.

Il reste que les graves faiblesses structurelles de l'économie nationale ne disparaissent pas par le fait positif d'en discuter de façon ouverte et critique. Les contradictions politiques et sociales de classe, d'ethnie et de personnalités sont encore là. Les problèmes du développement et du pouvoir populaire ne sont pas résolus par la seule volonté des dirigeants de démo-

cratiser le fonctionnement interne du parti unique. Le problème d'une structuration démocratique des liens entre la direction politique et sa base populaire reste posé.

Fragilité politique

En mars 1982 la fragilité de l'équilibre politique du pays se manifeste ouvertement. Le président Nino Vieira se rend à Cuba pour une visite officielle. Pendant son absence, des bruits commencent à courir sur une tentative de coup d'état qui aurait été organisé par le ministre des forces armées, Paolo Correia, membre radical du Conseil de la Révolution. La rumeur est catégoriquement démentie par Nino Vieira après son retour à Bissau.¹⁰⁰

Pourtant le calme politique ne revient pas à Bissau. Le 17 mai 1982, un large remaniement ministériel est effectué par le président. Sa signification politique n'échappe pas aux observateurs. Ce sont les tendances technocrates, non-idéologiques, ethniques et de droite qui se renforcent (dans quelle mesure et pour combien de temps?) aux dépens de la gauche guinéenne.¹⁰¹

Victor Saúde Maria quitte le ministère des affaires étrangères pour assumer le poste, jusqu'alors vacant, de premier ministre. Contrairement à la pratique légalisée par Luiz Cabral à la veille du coup d'état du 14 novembre 1980¹⁰² c'est maintenant le premier ministre lui-même et non pas le président qui préside le Conseil des Ministres. Il ne s'agit donc pas d'une nomination purement formelle, mais d'une réelle compensation accordée à Saúde Maria qui n'a pas obtenu le poste de secrétaire général adjoint du parti, supprimé par le congrès de novembre 1981 comme nous l'avons vu.

Encore plus significative, politiquement, est la suppression du ministère de la coordination économique et du plan, cela à la veille de la présentation du projet de plan quadrennial 1982-1986, alors que le ministre titulaire, Vasco Cabral, également secrétaire du Comité Central du parti, se trouvait à l'étranger. Un secrétariat d'état rattaché au premier ministre est créé en lieu et place de l'ancien ministère, sous la direction de Luis Sanca, ex-ambassadeur auprès de la CEE à Bruxelles. Ainsi, Vasco Cabral, est forcé de quitter le gouvernement et invité à se consacrer entièrement au travail du parti. Une invitation analogue est faite à Mario Cabral, ministre de l'éducation nationale jusqu'au remaniement, considéré lui aussi comme un des radicaux les plus dynamiques du gouvernement.

Victor Freire Monteiro, directeur de la Banque Nationale et chef-de-file des tendances technocrates et libérales en matière de développement économique, est nommé au nouveau ministère de l'économie et des finances, tandis que Paolo Correia quitte le ministère des forces armées pour celui de développement rural. Le président assume lui-même la responsabilité des forces armées et de la sécurité nationale.

Rien ne nous donne à penser que ce nouvel équilibre sera moins fragile que celui qui l'a précédé. S'il est vrai que de multiples divisions au sein de la couche dirigeante de la société guinéenne menacent constamment la stabilité politique du pays, comment parvenir à une stabilisation sans établir un vrai contrepois par l'enracinement démocratique du gouvernement? Nous voici renvoyés à nouveau aux deux problèmes cruciaux, liés l'un à l'autre, du développement et du pouvoir populaire.

Développement et pouvoir populaire

Sous la rubrique "Coup de barre à droite", la correspondante du journal Afrique-Asie, Augusta Conchiglia, cite dans son analyse du remaniement ministériel du 17 mai 1982 le président Nino Vieira qui aurait, en mars 1982, mis en garde contre ceux qui avaient en 1981 manifesté "des attitudes racistes, demandant le départ des métis" et qui soulèveraient aujourd'hui "des problèmes d'ordre ethnique". Elle conclut ainsi son analyse:

Comment combattre ces phénomènes, ainsi que semble le vouloir le chef de l'Etat, si lui-même favorise un certain affaiblissement des forces progressistes?¹⁰³

Il est vrai que les conservateurs dans le contexte politique guinéen, les "petits-bourgeois non-révolutionnaires" selon l'analyse d'Amilcar Cabral, ont souvent une base politique ethnique. La base sociale unifiée et unificatrice qui seule pourrait assurer la stabilisation politique de la Guinée-Bissau leur fait donc défaut. En plus, leur intérêt de classe bien compris les pousse à créer les bases d'un développement de type capitaliste qu'ils seraient capables de diriger, en coopération avec des intérêts étrangers, à partir de leurs postes de contrôle dans les appareils du parti et de l'état. L'embryon de telles bases économiques existe déjà en Guinée-Bissau, surtout dans l'agriculture.

La seule alternative concevable vient de l'aile radicale du PAIGC, "les forces progressistes" selon l'analyse d'Augusta Conchiglia, héritiers de la pensée de Cabral. Seules ces forces

seraient capables de mettre en oeuvre la stratégie officielle de développement, définie par le troisième congrès du PAIGC en 1977, et réaffirmée en 1981. Mais l'expérience des années d'indépendance guinéenne, ainsi que les expériences de plusieurs autres pays, nous montrent combien sont complexes les tâches de transformation rurale. La mobilisation anti-coloniale était possible sans la transformation foncière des structures sociales et productives, sans la transformation profonde de l'ancienne société paysanne. La production d'un surplus agricole national sous contrôle démocratique, elle, ne l'est pas. En même temps les paysans eux-mêmes s'opposent souvent à cette rupture avec l'ancienne société qui leur est proposée. Comment sortir de cette impasse?

Faute d'aller au delà du cadre étroit de l'activation du parti d'avant-garde préconisée par le congrès de 1981, l'alternative radicale et populaire risque fort de rester aussi politiquement instable que celle des technocrates pro-capitalistes. En plus, elle va continuer à échouer dans le domaine de l'efficacité au niveau de la production, faute d'une mobilisation politique des paysans.

C'est pourquoi il faut ajouter à la conclusion d'Augusta Conchiglia, citée plus haut, quelques considérations sur l'alternative radicale et populaire. Il ne suffira pas que l'aile radicale du PAIGC garde le contrôle politique en Guinée-Bissau, pour que soient assurés la stabilité politique et le développement du pays dans un sens populaire. Il faut, en plus, que les représentants de cette "petite bourgeoisie révolutionnaire" porte leur analyse et leur pratique politiques au delà des conceptions conventionnelles de parti unique et dirigeant, d'avant-garde, jusqu'à des conceptions de pouvoir populaire réel. Il faut, en d'autres mots, que le pouvoir politique ne soit plus contrôlé par la seule couche étroite des dirigeants "petits-bourgeois".

Quelle force politique de la société guinéenne peut pousser la couche dirigeante à une telle démocratisation radicale, au "suicide de classe"? Notre analyse ne révèle guère de telles forces dans un avenir immédiat. Mais il est rare que l'analyse révèle à l'avance toutes les possibilités cachées de la lutte de classes.

Des sociologues comme Christian Sigrist¹⁰⁴ et Carlos Lopes¹⁰⁵, lui-même guinéen, ont certainement raison quand ils soulignent la contradiction société traditionnelle/parti ou ethnie/état

en Guinée-Bissau. Leurs propos sont soutenus par une étude pertinente sur l'expérience "non-capitaliste" du Mali de Modibo Keita dans laquelle l'auteur, le sociologue Klaus Ernst, conclut qu'il existe une contradiction réelle entre "la nécessité d'initiatives démocratiques des masses et les possibilités actuelles de mobilisation des paysans."¹⁰⁶

La contradiction ethnique/état ne pourra être surmontée que par un état et une organisation politique de la société qui respectent la diversité dans l'unité, comme le souligne Lopes.¹⁰⁷ Selon son analyse, ce respect doit cependant être assuré, en Guinée-Bissau, en gardant intacte la primauté du parti unique (certes radicalisé) sur l'état.¹⁰⁸ Vu les expériences historiques de ce modèle politique, on peut se demander si une organisation comportant la primauté des organes de souveraineté populaire à la fois sur le parti et sur l'état ne permettrait pas mieux la nécessaire de démocratisation sur des bases radicales.

Le pouvoir populaire comporte sans doute des risques, surtout pour les dirigeants. Mais ne vaut-il pas mieux faire face à ces risques par la lutte politique et idéologique que par la garantie constitutionnelle du pouvoir suprême accordée au parti des détenteurs du pouvoir d'état? Nous savons bien comment de telles garanties risquent de corrompre plutôt que de vitaliser.

Transition difficile

Les huit années d'indépendance politique en Guinée-Bissau ne constituent qu'un moment dans l'histoire plusieurs fois millénaire des peuples africains, un moment de transition difficile. La lutte pour un avenir meilleur s'y poursuit comme partout. Elle sera longue. Mais ne vivons-nous pas tous, toujours, dans des périodes plus ou moins difficiles de transition?

NOTES

Toutes les citations du portugais ou d'autres langues sont des traductions de l'auteur.

1. O Militante (Bissau), numéro spécial, août-septembre 1981, p. 6.
2. En utilisant le terme "mode de production paysan", je ne veux pas ici entrer dans le débat théorique très complexe sur le concept de ce terme. Je veux seulement attirer l'attention des lecteurs sur le fait que la majorité des paysans guinéens se reproduisent encore dans le cadre d'un mode de production dont les buts, au delà du minimum nécessaire pour la reproduction physique, sont d'abord sociaux plutôt que tendant à l'accumulation des surplus nécessaires aux investissements à des fins de profits privés ou pour les plans nationaux de développement.
3. Voir le volume de deux cents pages Relatório do Conselho Superior da Luta apresentado ao Congresso pelo Secretário, Geral do PAIGC camarada Aristides Pereira, PAIGC, Bissau, 1977, pour une présentation complète de cette stratégie de développement.
4. Outre le rapport du secrétaire-général, voir surtout Teses para o III Congresso do PAIGC, n° 5 de la série "Cadernos para o III Congresso", PAIGC, Bissau, 21.10.1977.
5. Ce contexte évoque aussi l'idée voisine de "classe politique". Cette acception relève du même réalisme de bon sens, mais vue sérieusement elle crée des difficultés théoriques similaires à celles de "classe d'état". Philip Raikes, par exemple, utilise le terme "classe d'état" comme une "rubrique descriptive seulement" dans son article "Rural differentiation and class formation in Tanzania", The Journal of Peasant Studies (London), vol. 5, n° 3, 1978, pp. 283-325 (pp. 313 et suivantes).
6. Relatório..., p. 56.
7. Ibid., p. 34; Teses..., p. 7.
8. Relatório..., p. 182; Teses..., pp. 5 et suivantes.
9. Teses..., p. 7.
10. En 1977 les analyses s'appliquent aussi au Cap-Vert, mais nous nous limitons ici à la Guinée-Bissau.
11. La question de la sécheresse en Guinée-Bissau. Comité de coordination de l'aide alimentaire, Commissariat principal, République de Guinée-Bissau, Bissau, 9.1.1978, p. 15.
12. Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Réunions de consultation par pays, Genève, juin 1981, Mémoire de la Guinée-Bissau, LDC/CP/31, Nations Unies, 1981, p. 47; Nô Pintcha, 21.4.1979 et 31.12.1981.
13. La question de la sécheresse..., pp. 16-17. Voir aussi Anuário Estatístico 1977, Direction générale des statistiques, Bissau, tableau 4.2.
14. Nô Pintcha, 20.6.1981.
15. La question de la sécheresse..., pp. 4 et suivantes.
16. Geografia Económica da Guiné-Bissau, Commissariat d'état de la coordination économique et du plan, Bissau, avril 1980, p. 93; Nô Pintcha, 13.12.1980.

17. Geografia Económica da Guiné-Bissau, p. 99 et 103. Le rapport exportations/importations pour 1979 n'est pas donné dans le livre, mais il m'a été communiqué directement par son rédacteur.
18. Aucune statistiques ne sont publiées sur l'émigration de paysans mécontents passant la frontière sénégalaise, mais le fait est bien connu. Parfois il est discuté ouvertement dans des sources officielles, comme par exemple dans un interview avec un vieux paysan publié dans le Nô Pintcha, 28.10.1980, juste avant le coup.
19. Amilcar Cabral, Guinée "portugaise": le pouvoir des armes, Cahiers libres 162, Maspero, Paris, 1970, pp. 32-36.
20. Mario de Andrade, Amilcar Cabral. Essai de biographie politique, Maspero, Paris, 1980, p. 152.
21. Le numéro 752 du Nô Pintcha, 13.11.1980, fut le dernier publié sous le régime de Luiz Cabral. Il donne de brefs renseignements sur la constitution du 10.11.1980, jamais appliquée.
22. Voir pour des commentaires sur ce sujet Basil Davidson, No fist is big enough to hide the sky, Zed Press, London, 1981, pp. 137-146, ainsi que mon livre Guinea-Bissau. A study of political mobilization, Institut scandinave des études africaines, Uppsala, 1974, pp. 112-117.
23. Des fosses remplies de corps étaient montrées aux journalistes et diplomates étrangers après le coup. Voir, par exemple, Le Monde (Paris), 25.11.1980, et Dagens Nyheter (Stockholm), 26.11.1982. Nô Pintcha, 29.11.1980, donne une liste des noms de quatre-vingt-dix-neuf personnes qui auraient été exécutées sans jugement sous le régime de Luiz Cabral. Le directeur des services de sécurité, Antonio Buscardini, fut l'un des deux hommes tués lors du coup du 14 novembre. Son second, André Gomes, se serait pendu lui-même dans la prison de Bissau le 29 décembre. Nous ne connaissons pas l'étendue des exécutions. Il est possible que plusieurs des morts exposés après le coup étaient des "commandos" Africains de l'armée coloniale et d'autres collaborateurs tués localement pendant la période qui suivit l'indépendance. D'autres faisaient peut-être partie du groupe d'infiltrateurs qui avaient attaqué l'aéroport de Bissau en novembre, 1978. Voir Nô Pintcha, 25.11.1978, pour la version de cet incident donnée par l'ancien régime.
24. Voir Jeune Afrique (Paris), n° 1041, 17.12.1980, p. 24 et Nô Pintcha, 29.11.1980, pour le démenti formel de João Bernardo Vieira de toute connaissance antérieure de ces massacres.
25. Seulement trois jours après le coup, le président Sékou Touré envoie un message de solidarité au nouveau Conseil de la Révolution de la Guinée-Bissau. Le même jour, une importante délégation du Parti Démocratique de la Guinée arrive de Conakry à Bissau. Voir Nô Pintcha, 24.11.1980. Ce numéro (753) est le premier à avoir été publié sous le nouveau régime.
26. Programa do Partido, PAIGC, Conakry (sans date), III:1 et 2.
27. Proclamação do Estado da Guiné-Bissau, adopté par l'Assemblée Nationale du Peuple dans la région de Boé, 23.9.1973 (ronéotypé), p. 3; Constituição da República da Guiné-Bissau (projecto), PAIGC, Conakry (ronéotypé), 1973, article 3.
28. Nô Pintcha, 22.1.1981, donne la première réaction de Bissau sur la création du PAICV. Notícias (Maputo), 20.1. et 22.1.1981, rend largement compte des nouvelles du Cap-Vert.

- Voir aussi un article par Augusta Conchiglia in Afrique-Asie (Paris), n° 232, 2-15.2.1981, pp. 25-28, pour une analyse détaillée, dans une perspective capverdienne, de la décision de créer le nouveau PAICV.
29. Relatório..., p. 156.
 30. Relatório do Conselho Nacional da Guiné do PAIGC ao Primeiro Congresso Extraordinário, PAIGC, Bissau, novembre 1981, p.17.
 31. Nô Pintcha, 24.11.1980.
 32. Ibid., 21.6.1980
 33. Ibid.
 34. Interview fait par Lars Rudebeck, Bissau, 20.11.1981.
 35. Relatório..., 1981, pp. 12-13.
 36. Geografia Económica da Guiné-Bissau, op.cit.
 37. Ibid., p. 137.
 38. Mémoire de la Guinée-Bissau, Nations Unies, 1981, p. 40.
 39. Nô Pintcha, 3.7.1982.
 40. Conférence de presse donnée à Cumeré le 12.11.1981 par le directeur-général du projet, Alfonso Afonseca.
 41. Ibid.
 42. Nô Pintcha, 13.2.1982.
 43. Lars Rudebeck, Guinea-Bissau. Folket, partiet och staten, Institut scandinave des études africaines, Uppsala, 1976, pp. 32-42 et 104-135.
 44. Nô Pintcha, 24.11.1980.
 45. Ibid.
 46. Quelques renseignements sur le sort de Rafael Barbosa sont donnés dans un discours de Nino Vieira, publié dans le Nô Pintcha, 28.10.1981.
 47. Ibid., 29.11.1981.
 48. "O I Congresso Extraordinario do PAIGC", Cadernos, Processos de Transição, n° 1, janvier 1982, Centro de Informação e Documentação Amílcar Cabral (CIDAC), Lisbonne, 1982, pp. 1 et suivantes. Dans les notes suivantes ce texte important va simplement être appelé "CIDAC".
 49. CIDAC, p. 2.
 50. Nô Pintcha, 29.11.1980.
 51. Ibid., 23.5. et 20.6.1981.
 52. CIDAC, p.2.
 53. Nô Pintcha, 29.1.1981.
 54. Ibid., 27.5.1981.
 55. Ibid., 30.5.1981.
 56. Ibid., 28.10.1981.
 57. Ibid., 12.8.1981.
 58. Ibid., 2.9.1981.
 59. Relatório da Comissão de Mandatos ao Primeiro Congresso Extraordinario do PAIGC, novembre 1981, Bissau (ronéotypé).
 60. L'auteur a été accrédité comme journaliste durant le congrès.
 61. Résolutions générales du congrès, IV et V, Nô Pintcha, 18.11.1981.

62. Voir p. 5.
63. Cabral, op.cit., p. 33.
64. Constituição..., 1973, article 6.
65. Ibid., articles 28 et 29.
66. Sur la création de l'Assemblée Nationale Populaire en Guinée (Bissau). Résultats et bases des élections générales réalisées dans les régions libérées en 1972 (communiqué), PAIGC, Conakry (ronéotypé), 1973, p. 2.
67. Anteprojecto do Programa e Estatutos do PAIGC, n° 2, Cahiers du premier congrès extraordinaire, PAIGC, Bissau, 1981, préambule des statuts, p. 5.
68. Résolutions générales du congrès, IV, Nô Pintcha, 18.11.1981.
69. Ibid.
70. CIDAC, p. 15.
71. Relatório..., 1977, pp. 30-39.
72. Anteprojecto de Teses, n° 1, Cahiers du premier congrès extraordinaire, PAIGC, Bissau 1981, thèse V, pp. 16-17. Il existe aussi un document ronéotypé, Resolução Geral da Quarta Reunião Extraordinária do Conselho Nacional da Guiné do PAIGC, daté du 23.10.1981, qui introduit quelques changements par rapport aux versions imprimées des thèses, du programme et des statuts proposés au congrès. La partie de la thèse 5 qui vient d'être citée n'est affectée que sur un point formel de langue par ces changements.
73. CIDAC, p. 15.
74. Résolutions générales du congrès, IV, Nô Pintcha, 18.11.1981. (souligné ici).
75. Relatório..., 1977, p. 34.
76. Nô Pintcha, 21.11.1981.
77. Ce type d'élections indirectes a en effet été utilisé lors des élections nationales dans les zones libérées en 1972 ainsi que lors des élections nationales de 1976, d'où est sorti la deuxième assemblée nationale de la Guinée-Bissau, dissoute après la coup de 1980. Les assemblées régionales élue à ces deux occasions n'ont pratiquement eu aucune autre fonction que celle d'élire l'assemblée nationale.
78. Relatório..., 1977, pp.41-138.
79. Résolutions générales du congrès, VIII, Nô Pintcha, 18.11.1981.
80. Ibid., XI.
81. Nô Pintcha, 25.11, 2.12 et 9.12.1981.
82. Motions approuvées par le congrès, I, Nô Pintcha, 25.11.1981.
83. CIDAC, pp. 14 et 18.
84. Relatório..., 1981, p. 56.
85. Voir sur la rencontre de Maputo Tempo (Maputo), 11.7.1982, pp. 40-43; Afrique-Asie, n° 272, 19.7 - 1.8.1982, pp. 27-28; Jeune Afrique, n° 1123, 14.7.1982, p. 46. Des renseignements sur la rencontre ministérielle suivante sont données, par exemple, par West Africa (London), n° 3392, 9.8.1982, p.2074.
86. Anteprojecto do Programa e Estatutos do PAIGC, article 17, p. 18; Resolução Geral..., 23.10.1981, p. 2.
87. Anteprojecto do Programa e Estatutos do PAIGC, article 16, p. 17.
88. Nô Pintcha, 21.11.1981.

89. Ibid., 24.11.1980 et 7.3.1981.
90. J'ai moi-même entendu le président du Conseil de la Révolution donner cette promesse le 14.11.1981. Elle avait été mentionnée déjà le 12 novembre dans un communiqué de presse et a été reprise par le porte-parole officiel du congrès, Mario Cabral, lors d'une conférence de presse le 15. Voir aussi Nô Pintcha, 18.11.1981.
91. Nô Pintcha, 23.1.1982.
92. Ibid., 18.11.1981.
93. Ibid., 31.12.1981.
94. Une notice de l'agence portugaise de presse ANOP sur le départ imminent de Luiz Cabral pour Cuba est reprise, par exemple, par Dagens Nyheter, 2.1.1982. Son arrivée à Cuba a été rapporté par Africa Report (New York), n° 2, mars-avril 1982, p. 33, ainsi que par Africa Confidential (London), n° 3, 3.2.1982.
95. CIDAC, p. 22.
96. Notes prises par l'auteur, Bissau, 14.11.1981.
97. Discurso do Ministro da Educação Nacional - Camarada Mario Cabral, Quatrième rencontre nationale des cadres de l'éducation, Ministère de l'éducation nationale, Bissau, décembre 1981 (ronéotypé), pp. 30 et 31.
98. Nô Pintcha, 30.1.1982.
99. Ibid., 10.2.1982.
100. West Africa, 12.4.1982, p. 1028; Afrique-Asie, n° 269, 21.6. - 4.7.1982, p. 30.
101. Voir Composição do Novo Governo Provisório da República da Guiné-Bissau Constituído em 17/5/82, Ministère des affaires étrangères, Bissau (communiqué ronéotypé), mai 1982; Nô Pintcha, 19.5.1982; Afrique-Asie, n° 269, p. 30.
102. Voir p. 21 et suivante.
103. Augusta Conchiglia, Afrique-Asie, n° 269, p. 30.
104. Christian Sigrist, "Probleme des demokratischen Neuaufbaus in Guiné-Bissau und den Kapverden", Broschürenreihe der Amilcar Cabral Gesellschaft (Bochum), n° 2, avril 1977, et "Traditional societies and western colonialism. The case of Guinea-Bissau and the Cape Verde islands", in Arbeitsheft, Institut berlinois de la recherche sociale comparative, Berlin, juin 1979. Voir aussi résumé de communication orale donnée par Sigrist à un séminaire sur la Guinée-Bissau, organisé par l'Association Amilcar Cabral à Velbert, Allemagne fédérale, 5-7.6.1981 (in Mitgliederrundbrief, Association Amilcar Cabral /Bochum/, n° 39, octobre 1981, p. 15).
105. Carlos Lopes, "Ethnie, état et rapports de pouvoir en Guinée-Bissau", Itinéraires. Notes et travaux, n° 22, Institut universitaire d'études du développement, Genève, mars 1982.
106. Klaus Ernst, Tradition and progress in the African village: Non-capitalist transformation of rural communities in Mali, St. Martin's Press, New York, 1976 (édition originale par l'Akademie-Verlag, Berlin, 1973), p. 220.
107. Lopes, op.cit., p. 67.
108. Ibid., p. 80.

DOCUMENTS ET LITTÉRATURE UTILISÉS

Documents

Anteprojecto de Teses, Cahiers du premier congrès extraordinaire, n° 1, PAIGC, Bissau 1981.

Anteprojecto do Programa e Estatutos do PAIGC, Cahiers du premier congrès extraordinaire, n° 2, PAIGC, Bissau, 1981.

Anuário Estatístico 1977, Direction générale des statistiques, Bissau.

Composição do Novo Governo Provisório da República da Guiné-Bissau Constituído em 17/5/82, Ministère des affaires étrangères, Bissau (communiqué ronéotypé), mai 1982.

Constituição da República da Guiné-Bissau (projecto), PAIGC, Conakry (ronéotypé), 1973.

Discurso do Ministro da Educação Nacional - Camarada Mario Cabral, Quatrième rencontre nationale des cadres de l'éducation, Ministère de l'éducation nationale, Bissau, décembre 1981 (ronéotypé)

La question de la sécheresse en Guinée-Bissau, Comité de coordination de l'aide alimentaire, Commissariat principal, République de Guinée-Bissau, Bissau, 9.1.1978.

Mémoire de la Guinée-Bissau, Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Réunions de consultation par pays, Genève, juin 1981, LDC/CP/31, Nations Unies, 1981.

Motions approuvées par le premier congrès extraordinaire du PAIGC, Nô Pintcha (journal du PAIGC, Bissau), 25.11.1981.

"O Primeiro Congresso Extraordinario do PAIGC", Cadernos, Processos de Transição, n° 1, janvier 1982, Centro de Informação e Documentação Amílcar Cabral (CIDAC), Lisbonne, 1982.

Proclamação do Estado da Guiné-Bissau, adoptée par l'Assemblée Nationale du Peuple dans la région de Boé, 23.9.1973 (ronéotypé).

Programa do Partido, PAIGC, Conakry (sans date).

Relatório da Comissão de Mandatos ao Primeiro Congresso Extraordinario do PAIGC, novembre 1981, Bissau (ronéotypé).

Relatório do Conselho Superior da Luta apresentado ao Congresso pelo Secretário-Geral do PAIGC camarada Aristides Pereira, PAIGC, Bissau, 1977.

Relatório do Conselho Nacional da Guiné do PAIGC ao Primeiro Congresso Extraordinario, PAIGC, Bissau, novembre 1981.

Resolução Geral da Quarta Reunião Extraordinaria do Conselho Nacional da Guiné do PAIGC, PAIGC, Bissau, 23.10.1981 (ronéotypé).

Résolutions générales adoptées par le premier congrès extraordinaire du PAIGC, Nô Pintcha, (journal du PAIGC, Bissau), 18.11.1981.

Sur la création de l'Assemblée Nationale Populaire en Guinée (Bissau). Résultats et bases des élections générales réalisées dans les régions libérées en 1972 (communiqué), PAIGC, Conakry, 1973 (ronéotypé).

Teses para o III Congresso do PAIGC, Cahiers pour le troisième congrès, n° 5, PAIGC, Bissau, 21.10.1977.

Livres et articles

Andrade, Mario de, Amilcar Cabral. Essai de biographie politique, Maspero, Paris, 1980.

Cabral, Amilcar, Guinée, "portugaise": le pouvoir des armes, Cahiers libres 162, Maspero, Paris, 1970.

Conchiglia, Augusta, "Naissance du P.A.I.C.V.", Afrique-Asie (Paris), n° 232, 2-15.2.1981, pp. 25-28; "Coup de barre à droite", ibid., n° 269, 21.6 - 4.7.1982. En préparant le texte présent j'ai profité aussi de plusieurs autres articles publiés par Augusta Conchiglia, mais les deux cités ci-dessus sont ceux dont l'argumentation entre directement dans l'objet de ce texte.

Davidson, Basil, No fist is big enough to hide the sky, Zed Press, London, 1981 (version élargie de quatre chapitres de The Liberation of Guiné, Penguin Books, London, 1969).

Ernst, Klaus, Tradition and progress in the African village: Non-capitalist transformation of rural communities in Mali, St. Martin's Press, New York, 1976 (édition originale par l'Akademie-Verlag, Berlin, R.D.A., 1973).

Geografia Económica da Guiné-Bissau, Commissariat d'état à la coordination économique et au plan, Bissau, avril 1980.

Lopes, Carlos, "Ethnie, état et rapports de pouvoir en Guinée-Bissau", Itinéraires. Notes et travaux, n° 22, Institut universitaire d'études du développement, Genève, mars 1982.

Raikes, Philip, "Rural differentiation and class formation in Tanzania", The Journal of Peasant Studies (London), vol. 5, n° 3, 1978, pp. 283-325.

Rudebeck, Lars, Guinea-Bissau. A study of political mobilization, Institut scandinave des études africaines, Uppsala, 1974.

Rudebeck, Lars, Guinea-Bissau. Folket, partiet och staten, Institut scandinave des études africaines, Uppsala, 1976.

Rudebeck, Lars "Development and class struggle in Guinea-Bissau", Monthly Review (New York), vol. 30, n° 8, 1979, pp. 14-32.

Rudebeck, Lars, "Socialist-oriented development in Guinea-Bissau", in Carl Rosberg et Thomas Callaghy (réd.), Socialism in Sub-Saharan Africa, Institute of International Studies, Berkeley, 1979, pp. 322-344.

Rudebeck, Lars, Two papers on Guinea-Bissau after the coup of November 1980 and before the PAIGC congress of November 1981, Institut des sciences politiques et le Groupe de travail pour l'étude des stratégies de développement (AKUT), Université d'Uppsala, Uppsala, 1981 (ronéotypés).

Sigrist, Christian, "Probleme des demokratischen Neuaufbaus in Guiné-Bissau und den Kapverden", Broschürenreihe der Amilcar Cabral Gesellschaft (Bochum), n° 2, avril 1977.

Sigrist, Christian, "Traditional societies and western colonialism. The case of Guinea-Bissau and the Cape Verde islands", in Arbeitsheft, Institut berlinois de la recherche sociale comparative, Berlin, juin 1979. Ce dernier texte a été publié en allemand dans von Grevenmeyer (réd.), Traditionale Gesellschaften und europäischer Kolonialismus, Syndikat, Francfort, 1981, ainsi qu'en portugais dans la revue Economia e Socialismo, 1980.

Sigrist, Christian, Communication orale au séminaire sur la Guinée-Bissau, Velbert, Allemagne fédérale, 5-7.6.1981 (résumé in Mitgliederrundbrief, Association Amilcar Cabral /Bochum/, n° 39, octobre 1981, p. 15).

Revue

Africa Confidential (London).

Africa Report (New York).

Afrique-Asie (Paris).

Jeune Afrique (Paris).

O Militante (Bissau).

Tempo (Maputo).

West Africa (London).

Journaux

Dagens Nyheter (Stockholm).

Le Monde (Paris).

Nô Pintcha (journal du PAIGC, publié normalement trois fois par semaine, Bissau).

Notícias (Maputo).

NORDISKA
AFRIKAINSTITUTET

1986-09-24

UPPSALA

37. Carlsson, Jerker, Transnational Companies in Liberia. The Role of Transnational Companies in the Economic Development of Liberia. 51 pp. Uppsala 1977. Skr. 5:-. ISBN 91-7106-107-X.
38. Green, Reginald H., Toward Socialism and Self Reliance. Tanzania's Striving for Sustained Transition Projected. 57 pp. Uppsala 1977. ISBN 91-7106-108-8. (OUT-OF-PRINT)
39. Sjöström, Rolf & Margareta, Literacy Schools in a Rural Society. A Study of Yemissrach Dimts Literacy Campaign in Ethiopia. 130 pp. Uppsala 1977. Skr. 10:-. ISBN 91-7106-109-6. (OUT-OF-PRINT)
40. Ståhl, Michael, New Seeds in Old Soil. A study of the land reform process in Western Wollega, Ethiopia 1975-76. 90 pp. Uppsala 1977. Skr. 10:-. ISBN 91-7106-112-6.
41. Holmberg, Johan, Grain Marketing and Land Reform in Ethiopia. An analysis of the marketing and pricing of food grains in 1976 after the land reform. 34 pp. Uppsala 1977. Skr. 10:-. ISBN 91-7106-113-4.
42. Egerö, Bertil, Moçambique and Angola: Reconstruction in the Social Sciences. 78 pp. Uppsala 1977. ISBN 91-7106-118-5. (OUT-OF-PRINT)
43. Hansen, Holger Bernt, Ethnicity and Military Rule in Uganda. 136 pp. Uppsala 1977. Skr. 10:-. ISBN 91-7106-118-5.
44. Bhagavan, M.R., Zambia: Impact of Industrial Strategy on Regional Imbalance and Social Inequality. 76 pp. Uppsala 1978. Skr. 10:-. ISBN 91-7106-119-3.
45. Aaby, Peter, The State of Guinea-Bissau. African Socialism or Socialism in Africa? 35 pp. Uppsala 1978. Skr. 10:-. ISBN 91-7106-133-9. (OUT-OF-PRINT)
46. Abdel-Rahim, Muddathir, Changing Patterns of Civilian-Military Relations in the Sudan. 32 pp. Uppsala 1978. Skr. 10:-. ISBN 91-7106-137-1.
47. Jönsson, Lars, La Révolution Agraire en Algérie. Historique, contenu et problèmes. 84 pp. Uppsala 1978. Skr. 10:-. ISBN 91-7106-145-2.
48. Bhagavan, M.R., A Critique of "Appropriate" Technology for Underdeveloped Countries. 56 pp. Uppsala 1979. Skr. 10:-. ISBN 91-7106-150-9.
49. Bhagavan, M.R., Inter-Relations between Technological Choices and Industrial Strategies in Third World Countries. 79 pp. Uppsala 1979. Skr. 10:-. ISBN 91-7106-151-7.
50. Torp, Jens Erik, Industrial Planning and Development in Mozambique. Some Preliminary Considerations. 59 pp. Uppsala 1979. Skr. 10:-. ISBN 91-7106-153-3. (OUT-OF-PRINT)
51. Brandström, Per, Hultin, Jan & Lindström, Jan, Aspects of Agro-Pastoralism in East Africa. 60 pp. Uppsala 1979. Skr. 10:-. ISBN 91-7106-155-X.
52. Egerö, Bertil, Colonization and Migration. A summary of border-crossing movements in Tanzania before 1967. 45 pp. Uppsala 1979. Skr. 10:-. ISBN 91-7106-159-2.
53. Simson, Howard, Zimbabwe - A Country Study. 138 pp. Uppsala 1979. Skr. 10:-. ISBN 91-7106-160-6. (OUT-OF-PRINT)
54. Beshir, Mohamed Omer, Diversity Regionalism and National Unity. 50 pp. Uppsala 1979. Skr. 10:-. ISBN 91-7106-166-5. (OUT-OF-PRINT)
55. Eriksen, Tore Linné, Modern African History: Some Historiographical Observations. 27 pp. Uppsala 1979. Skr. 10:-. ISBN 91-7106-167-3.
56. Melander, Göran, Refugees in Somalia. 48 pp. Uppsala 1980. Skr. 10:-. ISBN 91-7106-169-X.
57. Bhagavan, M.R., Angola: Prospects for Socialist Industrialisation. 48 pp. Uppsala 1980. Skr. 10:-. ISBN 91-7106-175-4.
58. Green, Reginald H., From Südwestafrika to Namibia. The political economy of transition. 45 pp. Uppsala 1981. Skr. 20:-. ISBN 91-7106-188-6.
59. Isaksen, Jan, Macro-Economic Management and Bureaucracy: The Case of Botswana. 53 pp. Uppsala 1981. Skr. 20:-. ISBN 91-7106-192-4.
60. Odén, Bertil, The Macroeconomic Position of Botswana. 84 pp. Uppsala 1981. Skr. 20:-. ISBN 91-7106-193-2.
61. Westerlund, David, From Socialism to Islam? Notes on Islam as a Political Factor in Contemporary Africa. 62 pp. Uppsala 1982. Skr. 20:-. ISBN 91-7106-203-3.
62. Tostensen, Arne, Dependence and Collective Self-Reliance in Southern Africa. The Case of the Southern African Development Coordination Conference (SADCC). 170 pp. Uppsala 1982. Skr. 40:-. ISBN 91-7106-207-6.
63. Rudebeck, Lars, Problèmes de pouvoir populaire et de développement. Transition difficile en Guinée-Bissau. 73 pp. Uppsala 1982. Skr. 20:-. ISBN 91-7106-208-4.